



# **Il est temps de remplacer les alliances militaires par des alliances climatiques afin de sauver la planète**

Rapport du 15 juin 2026 - Suède

**Hedi Bel Habib**, Analyste indépendant, Docteur ès sciences, docteur en anthropologie et écologie humaine, chercheur avec 34 ans d'expérience en analyse dans l'administration publique, dont 15 ans à la chancellerie du gouvernement suédois.

**Christophe Premat**, Docteur en sciences politiques, Professeur en études francophones (Université de Stockholm).

Rapport du 15 juin 2026 - Suède

## Table des matières

Chapitre 1 - Objectif du rapport.....	4
1. Un principe européen de dépendance minimale possible aux énergies fossiles dans chaque pays .....	4
2. Un principe de complémentarité systémique entre commerce extérieur et transition climatique.....	4
3. Un principe de synergie fondé sur le bénéfice climatique mondial .....	4
4. La transition climatique comme plateforme d'une politique de sécurité orientée vers la paix.....	5
Chapitre 2 - Un principe européen de dépendance minimale possible aux énergies fossiles dans chaque pays.....	6
1. Une donnée agrégée donne une image trompeuse de la transition climatique de l'UE .....	6
2. L'UE reste loin derrière la Suède en matière d'émissions de CO <sub>2</sub> .....	8
3. Les émissions moyennes diminuent dans l'UE, mais l'Allemagne reste parmi les plus grands pollueurs mondiaux.....	9
4. La très faible production d'électricité fossile de la Suède masque les grands pollueurs climatiques de l'UE .....	9
5. L'approvisionnement électrique de l'UE souffre d'une grave dissonance climatique systémique.....	9
6. Le système électrique suédois est presque totalement décarboné et peut servir d'accélérateur pour toute l'UE .....	12
7. La nécessité d'un principe européen de dépendance fossile minimale dans chaque pays .....	15
Chapitre 3 - Un principe de complémentarité systémique entre commerce extérieur et transition climatique .....	16
1. Les économies chinoise et européenne peuvent s'enrichir et se compléter mutuellement .....	16
2. Un focus unilatéral sur le commerce des biens à l'origine des conflits commerciaux entre les États-Unis, l'UE et la Chine .....	18
3. L'économie chinoise ne menace pas l'économie américaine, elle la complète	20
4. Un principe de complémentarité systémique entre commerce extérieur et transition climatique.....	22
Chapitre 4 - Un principe commercial de bénéfice climatique mondial et un marché mondial ouvert pour l'industrie verte .....	24

1. La transition verte européenne est portée par les exportations chinoises de technologies vertes .....	24
2. Les exportations chinoises de technologies vertes comme moteur mondial de la transition énergétique .....	26
3. Les exportations chinoises accélèrent la transition climatique des États pétroliers .....	27
4. Les exportations chinoises réduisent les émissions mondiales de 1 % par an ..	28
5. Les investissements verts chinois contribuent à réduire les émissions dans le monde entier .....	29
6. Les accords commerciaux régionaux bilatéraux n'accélèrent pas la transition verte .....	30
7. Le moment est venu d'un accord commercial mondial pour la transition verte	32
Chapitre 5 - Un principe de sécurité garantissant un approvisionnement énergétique sûr dans tous les pays .....	33
1. Les sources d'énergie sont devenues une question de sécurité .....	33
2. Une dépendance dangereuse aux importations est mise en avant .....	34
3. Complémentarité systémique ou rivalité systémique ? .....	34
4. Le dilemme : sécurité militaire ou sécurité économique pour la transition climatique .....	35
5. Un changement de paradigme est nécessaire dans la pensée sécuritaire .....	37
6. La transition climatique comme plateforme d'une politique de sécurité orientée vers la paix .....	38
7. Il est temps de remplacer les alliances militaires par des alliances climatiques afin de sauver la planète .....	39
Références pour approfondir la lecture .....	41

## Chapitre 1 - Objectif du rapport

L'objectif de ce rapport est de proposer une stratégie d'accélération de la transition climatique dans laquelle les économies du monde combinent concurrence et synergies climatiques dans le cadre d'une logique de sécurité orientée vers la paix.

### 1. Un principe européen de dépendance minimale possible aux énergies fossiles dans chaque pays

Le travail de transition climatique au sein de l'Union européenne (UE) est aujourd'hui piloté, suivi et évalué à partir de la recherche d'une moyenne faible des émissions pour l'ensemble de l'Union. Le système électrique suédois est aujourd'hui exempt d'énergies fossiles à 99 %, alors que dans de nombreux pays de l'UE, la part de production d'électricité à partir de combustibles fossiles se situe encore entre 87 % et 40 %.

L'écart entre les pays de l'UE est trop important pour qu'une vision moyenne puisse servir d'indicateur pertinent pour guider les politiques climatiques de l'ensemble de l'Union. Une stratégie d'accélération est donc nécessaire, dans laquelle la Suède pourrait agir comme accélérateur de la transition climatique dans toute l'UE.

L'objectif du *benchmarking* est que chaque pays réduise sa dépendance aux énergies fossiles en se comparant systématiquement aux États membres les plus performants afin d'identifier les meilleures pratiques permettant d'accroître la part d'énergie décarbonée dans l'économie.

L'expérience de la Suède et les réussites d'autres pays pourraient constituer le socle d'une stratégie d'accélération menant à l'introduction d'un principe climatique européen fondé sur la dépendance fossile minimale possible dans chaque pays.

### 2. Un principe de complémentarité systémique entre commerce extérieur et transition climatique

L'UE et les États-Unis considèrent leurs déficits commerciaux vis-à-vis de la Chine comme une menace pour leurs économies. Le secteur des services constitue aujourd'hui la partie dominante du PIB dans les économies européenne et américaine. Les États-Unis comme l'UE disposent d'un excédent commercial avec la Chine dans le domaine des services.

La Chine est aujourd'hui qualifiée « d'usine du monde » et son économie repose principalement sur les biens manufacturés. Il est donc important d'éviter des conflits géopolitiques commerciaux inutiles et d'introduire un principe commercial de complémentarité systémique entre importations et transition climatique, dans lequel les déficits commerciaux des États-Unis et de l'UE seraient ajustés en fonction des effets climatiques liés aux importations de métaux critiques et de technologies vertes.

### 3. Un principe de synergie fondé sur le bénéfice climatique mondial

Les importantes importations européennes de technologies vertes chinoises ainsi que les investissements verts internationaux de la Chine sont aujourd'hui perçus comme une vulnérabilité économique pour la transition climatique de l'UE. Cependant, les effets climatiques des technologies vertes sont mondiaux et non nationaux. Un principe de synergie

fondé sur le bénéfice climatique mondial et un marché mondial ouvert pour l'industrie verte pourraient favoriser les synergies climatiques et accélérer la transition climatique mondiale en évitant des conflits commerciaux géopolitiques inutiles.

#### 4. La transition climatique comme plateforme d'une politique de sécurité orientée vers la paix

La dépendance aux importations de technologies et de métaux verts risque de transformer les systèmes énergétiques en cibles potentielles lors de conflits militaires. Dans le même temps, le réarmement militaire consomme d'importantes quantités de métaux critiques nécessaires à la transition climatique. Ce dilemme pourrait être évité si la transition climatique devenait une plateforme mondiale permettant de passer d'une logique militaire à une politique de sécurité orientée vers la paix.

Un marché international ouvert pour l'économie verte pourrait alors être régulé selon un principe de sécurité énergétique mondiale garantissant la stabilité géoéconomique et un approvisionnement énergétique sûr dans tous les pays.

## Chapitre 2 - Un principe européen de dépendance minimale possible aux énergies fossiles dans chaque pays

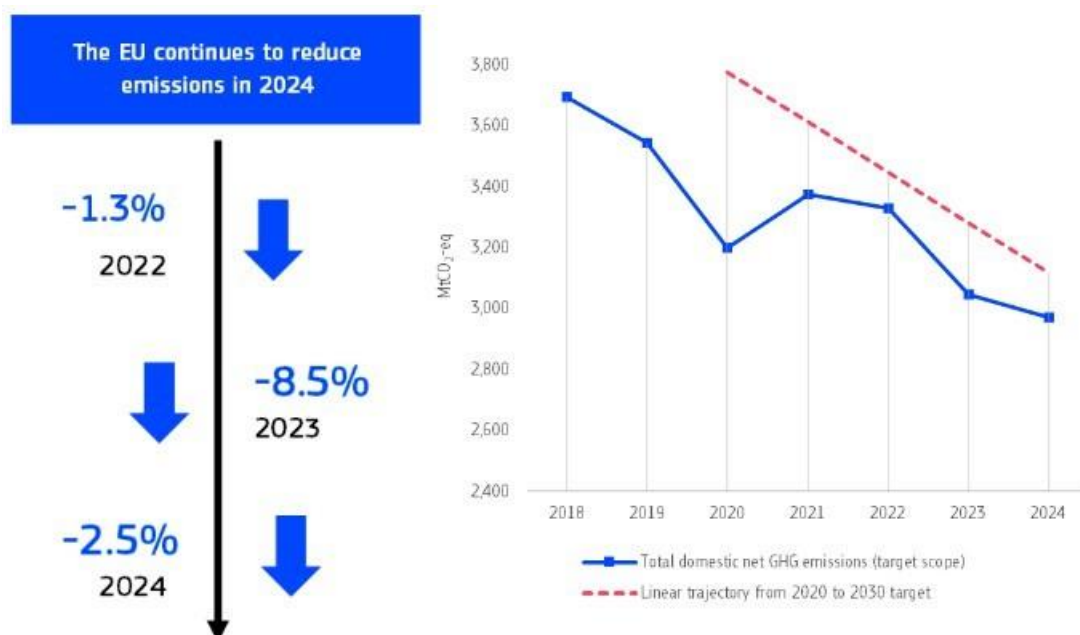
La Commission européenne a mis en avant une moyenne de 31,7 % de production d'électricité issue des combustibles fossiles pour l'ensemble de l'UE. Cependant, cette proportion varie entre 87 % et 1,3 % selon les pays. Le système électrique suédois est aujourd'hui décarboné à 99 %, ce qui contribue fortement à faire baisser la moyenne européenne. La Suède fonctionne ainsi en pratique comme une « cachette statistique » pour de nombreux pays européens où la part d'électricité fossile reste comprise entre 87 % et 40 %. Une stratégie d'accélération est donc proposée, dans laquelle la Suède servirait d'accélérateur de la transition climatique dans l'ensemble de l'UE. L'objectif serait de remplacer la recherche de faibles moyennes européennes par un principe de dépendance fossile minimale dans chaque pays pris individuellement.

### 1. Une donnée agrégée donne une image trompeuse de la transition climatique de l'UE

L'UE est en bonne voie pour atteindre ses objectifs climatiques pour 2030. Les émissions ont diminué de 2,5 % en 2024. L'Union européenne poursuit sa réduction des émissions de gaz à effet de serre et reste alignée sur l'objectif d'une réduction nette d'au moins 55 % d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 1990. Ce message constitue le principal enseignement du rapport annuel de la Commission européenne sur l'Union de l'énergie et l'action climatique.

Figure 1. Émissions nettes de gaz à effet de serre de l'Union européenne (2018-2024)

Source: Commission Européenne



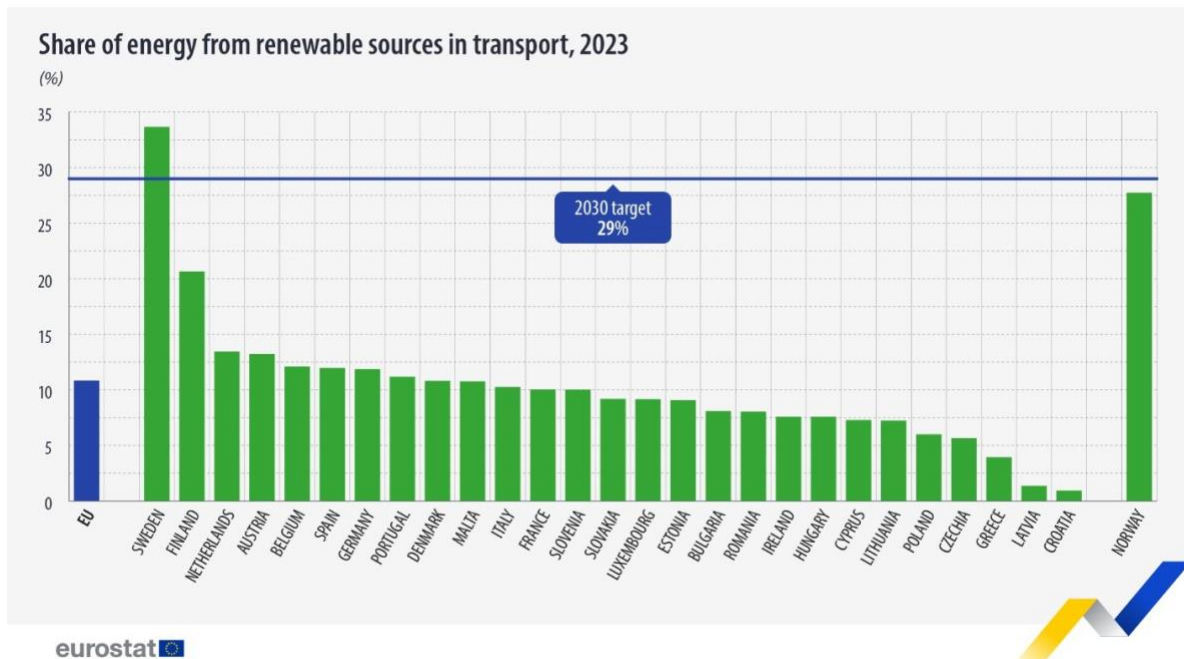
Selon les chiffres du rapport, les émissions nettes de l'UE ont diminué de 8,5 % entre 2018 et 2024. Cela représente une réduction totale de 37,2 % depuis 1990. Dans le même temps, l'économie de l'Union a progressé de 71 % au cours de la même période, ce qui, selon la Commission, montre qu'il est possible de dissocier la croissance économique des émissions. La Commission estime ainsi que l'Union est en voie d'atteindre son objectif climatique pour 2030.

Une faiblesse de l'évaluation de la Commission réside toutefois dans le fait qu'elle met en avant un chiffre moyen de réduction des émissions pour l'ensemble de l'UE sans indiquer à partir de quels niveaux cette réduction est réalisée dans les différents pays et secteurs. Le chiffre présenté pour l'UE est donc trompeur et ne fournit pas d'orientation politique correcte pour la poursuite du travail de transition climatique.

Si l'on examine, par exemple, la transition du secteur des transports, on constate de fortes disparités entre les pays. La Suède occupe la première place parmi les pays de l'UE pour l'utilisation des énergies renouvelables dans l'ensemble du secteur des transports. Avec 34 %, la Suède est le seul pays ayant déjà atteint l'objectif européen de 29 % fixé pour 2030. Cela ressort des données Eurostat pour l'année 2023. La Finlande arrive en deuxième position avec 21 %, suivie par les Pays-Bas et l'Autriche.

En bas du classement figurent la Croatie, la Lettonie et la Grèce. Les sources d'énergie renouvelable dans les transports comprennent les biocarburants liquides, le biométhane ainsi que la part d'électricité renouvelable principalement utilisée dans les transports routiers et ferroviaires. Ensemble, les pays de l'UE ont atteint 10,8 % d'énergie renouvelable dans les transports en 2023, soit une augmentation d'un peu plus d'un point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Pour atteindre l'objectif fixé pour 2030, l'augmentation devra être de 2,6 points de pourcentage par an jusqu'en 2030, soit nettement davantage que la hausse annuelle moyenne de 0,43 point de pourcentage observée entre 2014 et 2023.

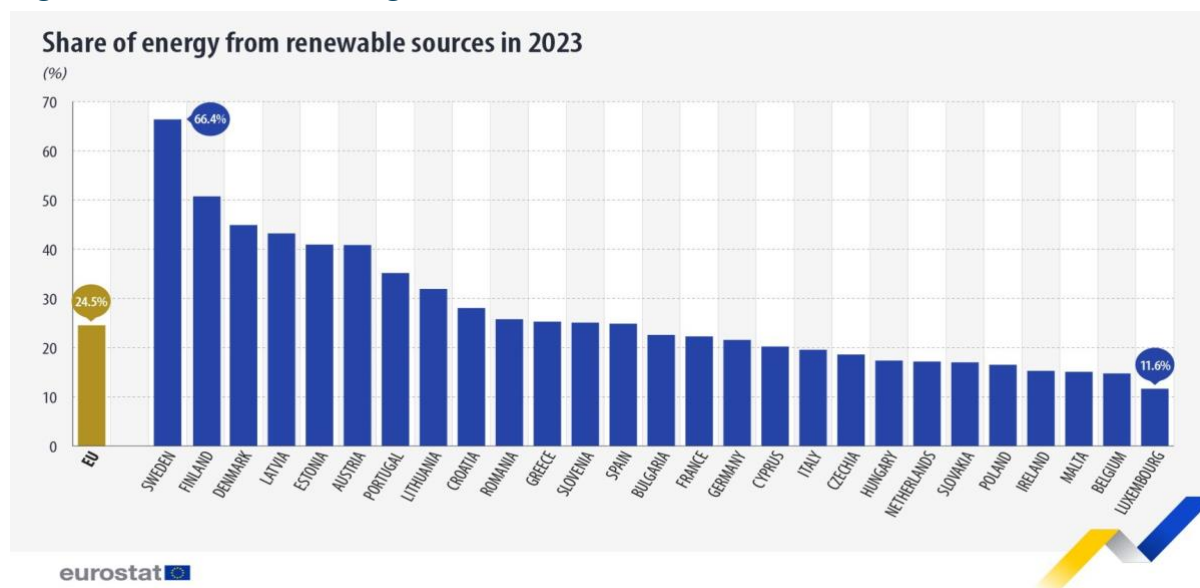
Figure 2. Énergies renouvelables dans le secteur des transports



Si l'on examine la part totale des énergies renouvelables, on constate que la Suède occupait également la première place parmi les pays de l'UE en 2023 en matière d'utilisation des énergies renouvelables. Deux tiers de la consommation énergétique du pays (66,4 %) provenaient de sources renouvelables en 2023, principalement des biocarburants, de l'hydroélectricité et de l'énergie éolienne. La Finlande arrivait en deuxième position avec 50,8 %, suivie du Danemark avec 44,9 %.

Le Luxembourg affichait la plus faible part d'énergies renouvelables. Dans l'ensemble de l'UE, 24,5 % de l'énergie provenait de sources renouvelables en 2023. Cela représente une augmentation de 1,4 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Pour atteindre l'objectif européen de 42,5 % d'énergies renouvelables d'ici 2030, une augmentation annuelle de 2,6 points de pourcentage à partir de 2024 sera nécessaire.

Figure 3. Part totale des énergies renouvelables



## 2. L'UE reste loin derrière la Suède en matière d'émissions de CO<sub>2</sub>

Le fait que les émissions diminuent en moyenne dans l'ensemble de l'UE ne signifie pas que toute l'Union puisse être considérée comme un succès climatique. L'indicateur le plus important d'une politique climatique réussie n'est pas la réduction moyenne des émissions à l'échelle européenne, mais le niveau réel des émissions dans chaque pays.

Figure 4. Émissions de CO<sub>2</sub> par habitant

Suède	3,5 tonnes
Pologne	7,5 tonnes
Allemagne	7,1 tonnes
Moyenne mondiale	4,7 tonnes

Source : *Ekonomifakta*

La Suède affiche de faibles émissions de CO<sub>2</sub> par habitant comparées à celles de la Pologne et de l'Allemagne. Ces pays présentent des émissions par habitant deux fois plus élevées que celles de la Suède. En 2023, la Suède enregistrerait un niveau d'émissions de 3,5 tonnes par habitant, tandis que l'Allemagne atteignait 7,1 tonnes par habitant et la Pologne 7,5 tonnes. Les émissions par habitant de la Pologne et de l'Allemagne sont supérieures à la moyenne mondiale.

## 3. Les émissions moyennes diminuent dans l'UE, mais l'Allemagne reste parmi les plus grands pollueurs mondiaux

Depuis 1990, l'UE a réduit ses émissions de CO<sub>2</sub> d'environ 30 % en moyenne. En 2023, l'Allemagne a émis 673 millions de tonnes de gaz à effet de serre, soit 73 millions de tonnes

de moins qu'en 2022. Ces chiffres proviennent d'une étude du think tank allemand spécialisé dans l'énergie Agora Energiewende.

Le think tank souligne que les émissions allemandes ont ainsi atteint leur niveau le plus bas depuis 70 ans et que cette évolution s'explique notamment par une réduction plus rapide que prévu de la dépendance du pays aux combustibles fossiles. Cependant, l'Allemagne reste aujourd'hui largement au-dessus de la moyenne européenne et figure toujours parmi les dix pays ayant les émissions de CO<sub>2</sub> les plus élevées au monde.

#### 4. La très faible production d'électricité fossile de la Suède masque les grands pollueurs climatiques de l'UE

Les États membres de l'UE accomplissent des progrès importants vers les objectifs climatiques et énergétiques de 2030 selon la Commission européenne. La Commission estime que les États membres démontrent leur volonté politique de réduire leur dépendance aux combustibles fossiles importés.

Selon les données compilées par le Conseil européen, la part de l'électricité produite dans l'UE à partir de combustibles fossiles est tombée à 31,7 % en 2023. Le Conseil européen et la Commission européenne considèrent ainsi que l'électricité produite dans l'UE devient plus respectueuse du climat chaque année.

*Figure 5. Production d'électricité de l'UE par source d'énergie*

Production électrique de l'UE selon la source	2023 (Pourcentages)
Sources d'énergie renouvelable	45,4
Nucléaire	22,8
Énergies fossiles	31,7

Source: Conseil de l'Europe

#### 5. L'approvisionnement électrique de l'UE souffre d'une grave dissonance climatique systémique

Derrière ce chiffre agrégé relativement faible concernant les combustibles fossiles dans l'UE se cache toutefois une autre réalité. Lorsque l'on examine l'évolution dans les différents États membres, on constate d'énormes écarts concernant la part d'électricité produite à partir d'énergies fossiles.

*Figure 6. Part de la production électrique à base d'énergies fossiles en 2023 (pourcentages)*

Suède	1,3
Moyenne pour l'Europe des 27	31,7
Malte	87
Chypre	79
Pologne	71
Italie	55
Irlande	54
Pays-Bas	49
Allemagne	45
Moyenne calculée à partir de quelques pays	63

parmi les moins performants	
-----------------------------	--

Source: Eurostat

La part de l'électricité produite à partir de combustibles fossiles représentait 1,3 % en Suède en 2024, contre 87 % à Malte, 79 % à Chypre et 71 % en Pologne. Mettre en avant une moyenne de 31,7 % pour l'ensemble de l'UE donne ainsi une image trompeuse des succès de l'Union européenne dans le domaine de la transition climatique. Les pays affichant aujourd'hui la plus faible part d'électricité produite à partir de combustibles fossiles se situent en dehors de l'UE : l'Islande avec 0 %, contre 1,6 % pour la Norvège et 2,3 % pour la Suisse. La Suède se situe dans la moyenne de ces pays.

Le mix électrique au sein de l'UE varie considérablement entre les États membres, et la part de l'électricité produite à partir de combustibles fossiles va de plus de 87 % à Malte à 1,3 % en Suède. Lorsque la Commission européenne utilise la moyenne de 31,7 % pour affirmer que la part de l'électricité issue des combustibles fossiles a réellement diminué dans l'UE, cela devient trompeur du point de vue des politiques publiques.

*Figure 7. Part de la production électrique à base d'énergies fossiles en 2023 en pourcentage*

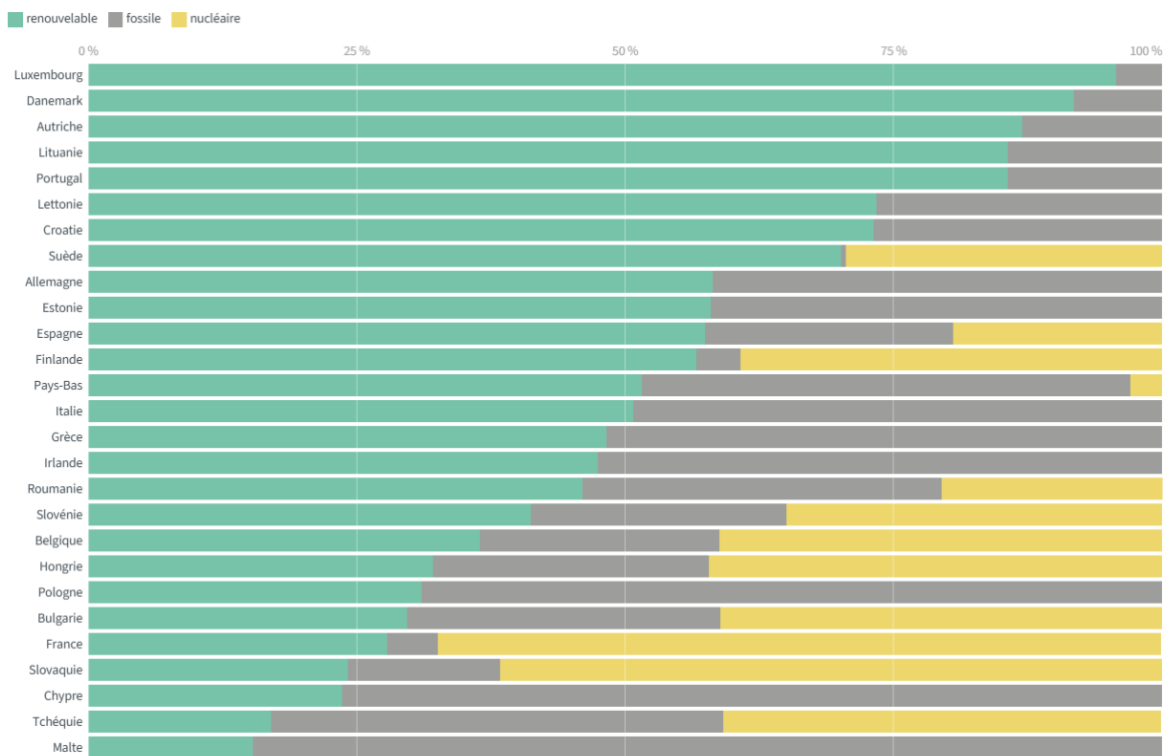
Islande	0
Norvège	1,6
Suisse	2,3
Moyenne calculée à partir des pays les plus performants en dehors de l'UE	1,3
Suède	1,3
Moyenne pour l'UE des 27	31,7
Malte	87
Chypre	79
Pologne	71
Moyenne pour les pays les moins performants de l'UE	79

Source: Eurostat

Une moyenne trompeuse apparaît lorsqu'une valeur moyenne est utilisée d'une manière qui déforme la réalité, souvent parce que des valeurs extrêmement faibles — comme celles de la Suède dans le tableau ci-dessus — tirent artificiellement la moyenne vers le bas. Dans plusieurs pays de l'UE, la part de l'électricité produite à partir de combustibles fossiles varie entre 83 % et 40 %. Par un usage systématique des statistiques, la Commission européenne a régulièrement mis en avant un chiffre moyen beaucoup plus faible pour l'ensemble de l'UE, principalement abaissé par le système électrique suédois, décarboné à 99 %.

La Suède a ainsi servi de « cachette » pour l'échec de l'UE en matière de transition climatique. La figure ci-dessus montre que certains pays de l'UE se situent au même niveau que les États-Unis, voire à un niveau supérieur, ce qui complique le travail de transition climatique de l'Union.

Figure 8: part de la production électrique à base d'énergies fossiles en 2024



Source : Eurostat

La dissonance systémique de l'UE en matière d'approvisionnement électrique adapté au climat apparaît surtout dans le mix électrique allemand, où environ 160 térawattheures étaient produits à partir de combustibles fossiles, de lignite, de charbon et de gaz fossile. À cela s'ajoute une quantité importante de biomasse, également associée à des émissions.

Induite en erreur par une moyenne concernant les combustibles fossiles, l'UE continue de produire de beaux documents administratifs sur la transition climatique sans fournir de véritable orientation politique concrète pour la poursuite du travail climatique.

Une stratégie d'accélération est donc nécessaire, dans laquelle les expériences et les réussites de la Suède et d'autres pays performants seraient utilisées pour élaborer une stratégie vers un système électrique sans énergies fossiles pour l'ensemble de l'UE.

Figure 9. Mix électrique allemand



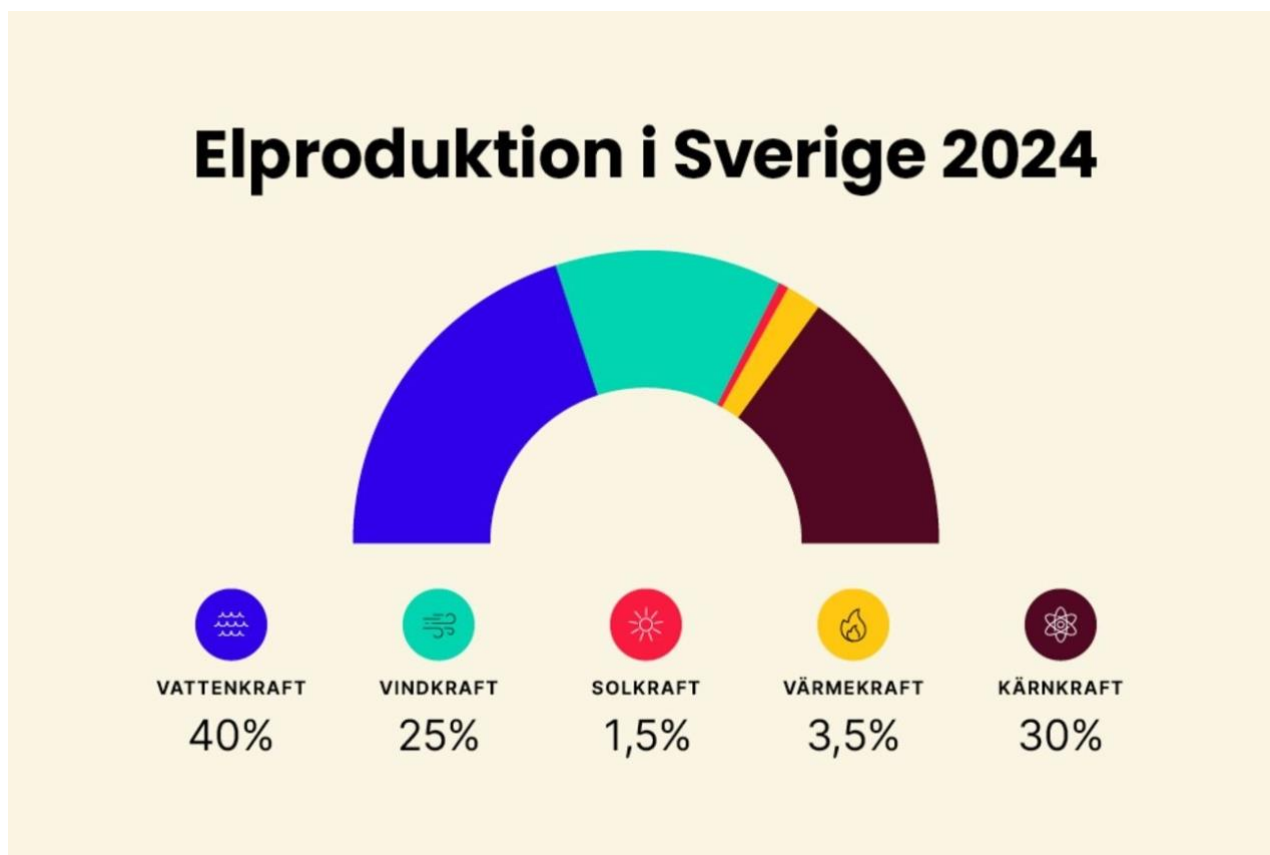
Source : « La politique énergétique allemande peut faire chuter l'industrie suédoise – “Elle conduit le travail climatique au bord du gouffre” »

## 6. Le système électrique suédois est presque totalement décarboné et peut servir d'accélérateur pour toute l'UE

La Suède est le seul pays de l'UE disposant de la capacité systémique nécessaire pour initier une stratégie d'accélération vers un système électrique sans énergies fossiles pour l'ensemble de l'Union européenne. L'objectif de la politique énergétique suédoise est d'atteindre une production d'électricité 100 % sans combustibles fossiles d'ici 2040. En 2024, la Suède était très proche d'atteindre cet objectif. Pas moins de 99 % de l'électricité étaient produits sans combustibles fossiles. Dans ce contexte, la Suède devrait prendre l'initiative de lancer une stratégie d'accélération vers un système électrique sans énergies fossiles pour l'ensemble de l'Union européenne.

Un système électrique sans combustibles fossiles signifie que l'électricité est produite sans émissions de dioxyde de carbone issues des énergies fossiles. La Suède est déjà proche de cet objectif avec une production décarbonée à près de 99 % grâce à l'hydroélectricité, au nucléaire, au solaire et à l'éolien. Cela nécessite toutefois une poursuite du développement afin de répondre à une demande croissante et d'intégrer de nouvelles technologies. L'équilibre entre une production stable et pilotable (nucléaire, hydroélectricité) et des sources renouvelables variables (solaire, éolien) est central afin de créer un mix énergétique capable de réguler intelligemment l'équilibre entre production et consommation à l'échelle du système.

Figure 10. Mix électrique de la Suède



Source : Svenska kraftnät

La Suède possède l'un des meilleurs systèmes électriques au monde, décarboné à 99 %, tout en restant le moins cher de l'UE. La Suède dispose d'une combinaison énergétique inégalée associant hydroélectricité, énergie nucléaire, énergie éolienne, électricité produite par cogénération à base de biocarburants (qui produit également du chauffage urbain) et énergie solaire. Cette combinaison a créé les conditions d'un système électrique présentant les émissions les plus faibles et les prix les plus bas de l'Union européenne. Il est clair que les producteurs d'électricité suédois répondent aux exigences de la société en matière d'absence d'énergies fossiles et figurent parmi les meilleurs élèves de l'UE.

Dans les pays de l'UE, la part de l'électricité produite à partir de combustibles fossiles se situe autour de 32 %. Cependant, lorsqu'on examine les différents pays individuellement, cette part varie entre 83 % et 1,3 %. La moyenne européenne de 32 % est essentiellement tirée vers le bas par le système électrique suédois, aujourd'hui décarboné à 99 %. Ainsi, les moyennes ne donnent pas une image correcte ni réellement utile du point de vue des politiques publiques concernant les résultats de l'Union en matière de transition climatique.

La Suède affiche des chiffres faibles, mais de nombreux pays présentent encore une part d'électricité produite à partir de combustibles fossiles comprise entre 83 % et 40 %. C'est pourquoi une stratégie d'accélération vers un système électrique sans énergies fossiles pour l'ensemble de l'UE est nécessaire, en remplaçant la recherche de faibles moyennes pour

l'ensemble de l'Union par un principe de dépendance fossile minimale dans la production d'électricité de chaque pays pris individuellement.

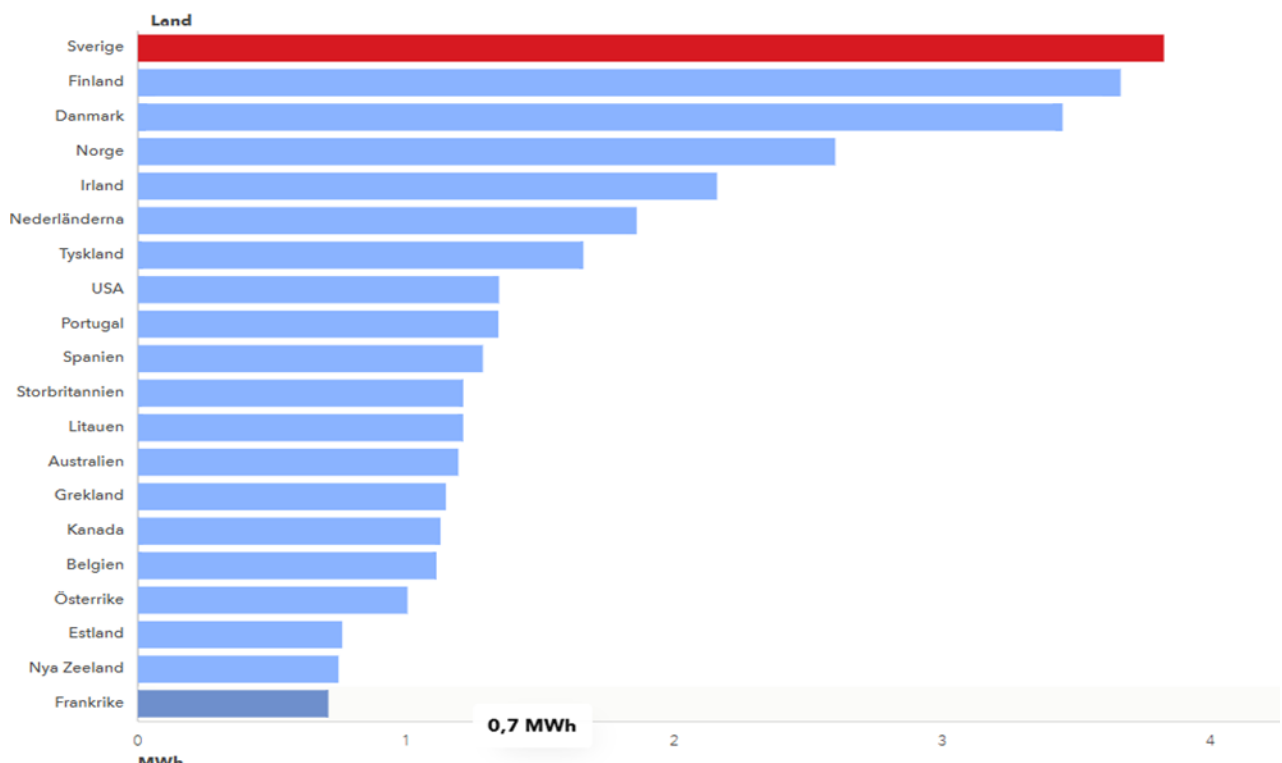
L'électricité constitue la clé à la fois de la transition climatique et de la croissance économique, et les pays qui parviendront à remplacer les énergies fossiles par des alternatives compétitives et décarbonées devraient être les gagnants de la transition climatique. Les pays capables d'augmenter leur production d'électricité décarbonée auront également de bonnes chances de renforcer leur économie. La combinaison de prix compétitifs de l'électricité, d'une production sans combustibles fossiles et de fortes possibilités d'expansion du système électrique donne à la Suède des conditions uniques pour agir, du point de vue des politiques publiques, comme accélérateur d'un système électrique sans énergies fossiles pour l'ensemble de l'UE.

La Suède est également présentée comme le pays le plus performant au monde en matière d'énergie éolienne et devrait, pour cette raison, servir de modèle à l'UE.

La Suède produit de très grandes quantités d'électricité éolienne.

Figure 11 – Les 20 plus grands producteurs d'énergie éolienne par habitant en 2024

#### De 20 största producenterna av vindkraft per capita, år 2024



Source : Ekonomifakta

En 2024, la Suède était le pays du monde produisant le plus d'énergie éolienne par habitant, avec 3,8 MWh par personne. Des procédures d'autorisation efficaces sont toutefois essentielles pour que la Suède puisse atteindre ses objectifs climatiques. Dans un projet de loi transmis au

Conseil législatif (*Lagrådet*)<sup>1</sup> le 11 décembre 2025, le gouvernement a proposé les modifications législatives nécessaires afin d'accélérer les procédures d'autorisation et de mettre en œuvre les dispositions relatives aux procédures d'autorisation prévues par la directive européenne sur les énergies renouvelables. Ces modifications concernent le code de l'environnement, la loi sur l'urbanisme et la construction ainsi qu'un certain nombre de lois sectorielles, notamment la loi sur l'électricité.

L'entrée en vigueur de ces modifications législatives est proposée pour le 1er juin 2026.

## 7. La nécessité d'un principe européen de dépendance fossile minimale dans chaque pays

Le travail de transition climatique au sein de l'UE est aujourd'hui piloté, suivi et évalué à partir de la recherche d'une moyenne pour l'ensemble de l'Union. Cependant, les écarts de dépendance aux énergies fossiles entre les pays de l'UE sont trop importants pour qu'une vision moyenne puisse servir d'indicateur pertinent pour guider les politiques de transition climatique dans l'ensemble de l'Union.

Il est donc nécessaire de définir un objectif de *benchmarking* pour l'apprentissage des politiques publiques au sein de l'Union européenne. L'objectif du benchmarking est que chaque pays réduise sa dépendance aux énergies fossiles en mesurant et en se comparant systématiquement, selon ses propres conditions, aux États membres les plus performants afin d'identifier **les meilleures pratiques**, de fixer des objectifs réalistes et de trouver des stratégies concrètes d'efficacité et de rentabilité permettant d'accroître la décarbonation de l'ensemble de l'économie.

Une manière pour l'Union de garantir une transition climatique efficace serait ainsi d'introduire un apprentissage systématique entre nations grâce au benchmarking des expériences des différents pays, les États les plus performants servant de modèles. L'UE pourrait alors faire des expériences de la Suède et d'autres pays performants le fondement d'un nouveau modèle d'apprentissage des politiques de transition climatique à l'échelle européenne. Pour cela, la Suède devrait élaborer une stratégie d'accélération pouvant servir de base à l'introduction d'un principe climatique européen de dépendance fossile minimale dans chaque pays pris individuellement.

---

<sup>1</sup> Le Lagrådet (« Conseil législatif ») est un organe consultatif suédois composé de juges issus de la Cour suprême et de la Cour administrative suprême. Il examine les projets de loi avant leur adoption afin d'en vérifier la conformité juridique, constitutionnelle et la cohérence rédactionnelle. Son rôle est comparable, dans sa fonction consultative, à celui du Conseil d'État français lorsqu'il examine les projets de loi.



## Chapitre 3 - Un principe de complémentarité systémique entre commerce extérieur et transition climatique

L'UE et les États-Unis considèrent leurs déficits commerciaux vis-à-vis de la Chine comme une menace pour leurs économies. Cependant, des analyses économiques internationales montrent que cette crainte est infondée. Le secteur des services constitue la partie dominante du PIB des économies de l'UE et des États-Unis. Le secteur des services est le moteur de l'économie et l'UE comme les États-Unis disposent d'excédents commerciaux vis-à-vis de la Chine dans ce domaine.

La prospérité future de l'Europe et des États-Unis dépend non pas d'une réindustrialisation, mais de leur capacité à libérer le potentiel du secteur des services — la partie la plus importante, la plus innovante et la plus dynamique de l'économie. Les craintes de l'UE et des États-Unis face aux exportations chinoises de biens reposent sur une vision dépassée de l'économie.

La Chine est aujourd'hui qualifiée « d'usine du monde » et son économie repose principalement sur la production de biens manufacturés. Il est donc important d'éviter des conflits géopolitiques commerciaux inutiles et d'introduire un principe de complémentarité entre commerce extérieur et transition climatique, dans lequel les économies des États-Unis, de la Chine et de l'UE s'enrichissent mutuellement à travers des transactions synergiques.

### 1. Les économies chinoise et européenne peuvent s'enrichir et se compléter mutuellement

Il existe au sein de l'UE une crainte selon laquelle la domination de la Chine dans les technologies vertes et l'ampleur de ses exportations de produits industriels verts affaibliraient la compétitivité de l'économie européenne. Les analyses économiques internationales montrent cependant que cette crainte est infondée. Une analyse plus approfondie montre que « l'économie des services » de l'UE et « l'économie des biens » de la Chine peuvent s'enrichir et se compléter mutuellement, en particulier dans le domaine de la transition climatique.

Le secteur des services constitue la part dominante du PIB des économies de l'UE ; en Suède, il représentait 72 % du PIB en 2023. Le secteur des services est le moteur de l'emploi, de la croissance et de la résilience européenne. Il représente 70 % du PIB et de l'emploi de l'UE, et l'Union européenne est le premier exportateur et importateur mondial de services.

À la demande d'Almega, des chercheurs de l'ECIPE — un think tank indépendant basé à Bruxelles et spécialisé dans le commerce et la politique économique — ont réalisé une étude remettant en question la stratégie industrielle de l'UE. Le rapport conclut que : le futur bien-être économique de l'Europe ne dépend pas d'une réindustrialisation, mais de sa capacité à libérer le potentiel du secteur des services — la partie la plus importante, la plus dynamique et la plus innovante de l'économie.

Le rapport montre que toutes les économies avancées se sont développées en adoptant le secteur des services. La crainte de l'UE face aux exportations chinoises de biens repose sur des conceptions dépassées de l'économie. À l'échelle internationale, la tendance est claire : la part

des services dans l'économie continue d'augmenter (« servicisation »), tandis que les services à forte intensité de connaissance et la numérisation stimulent la productivité.

Le secteur des services est le moteur de l'emploi, de la croissance et de la résilience européenne. Il représente 70 % du PIB et de l'emploi de l'UE, et l'Union européenne est le premier exportateur et importateur mondial de services. Malgré cela, ce secteur reste freiné par les réglementations et la fragmentation politique.

*(The Services Revolution: Industrial Policy for a Modern Economy, Almega 2025)*

<https://www.almega.se/app/uploads/2025/11/The-Services-Revolution-Industrial-Policy-for-a-Modern-Economy.pdf>

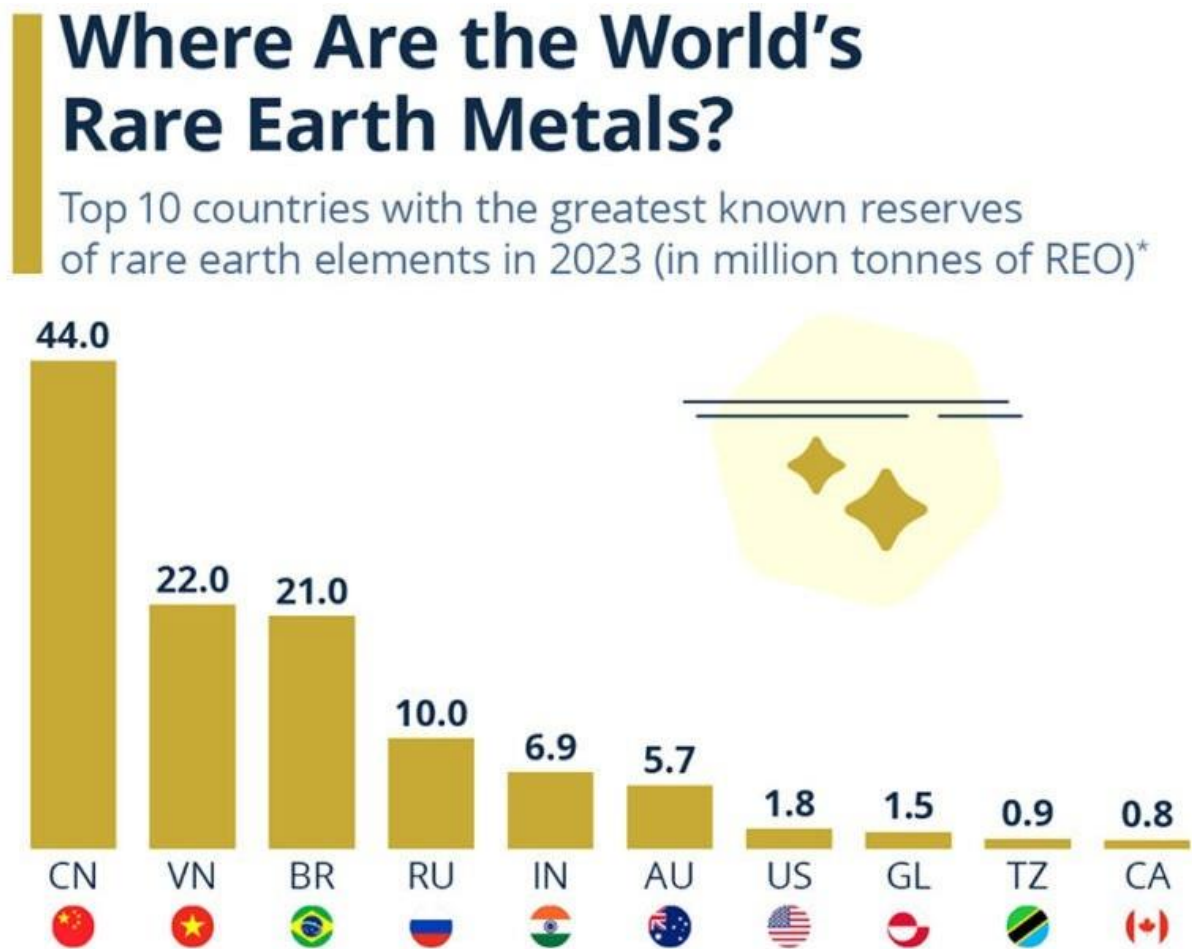
Les stratégies industrielles de l'UE reposent sur des hypothèses dépassées. « Si nous voulons accroître la croissance et la compétitivité de l'UE, le marché intérieur des services doit être libéré », déclare Johannes Nathell, expert en politique économique chez Almega, spécialisé dans l'UE et le commerce international. « Aucun pays n'est devenu plus riche en revenant à l'industrie. Toutes les économies avancées se sont développées en adoptant le secteur des services », affirme Fredrik Östbom, directeur de la politique économique d'Almega.

La Chine est aujourd'hui qualifiée « d'usine du monde » et son économie repose principalement sur la production de biens. Il est donc beaucoup plus constructif de favoriser les synergies climatiques entre l'économie chinoise et celle de l'UE plutôt que de s'enfermer dans une situation de concurrence contre-productive et déconnectée de la réalité, centrée uniquement sur les déficits commerciaux de biens.

Un principe de complémentarité entre commerce des services et commerce des biens permettrait de créer des synergies climatiques dans un marché mondial ouvert pour l'industrie verte, favorisant ainsi la transition climatique mondiale. Aujourd'hui, la transition verte de l'UE et de l'ensemble de la planète est portée par les exportations industrielles chinoises. L'économie chinoise est la seule au monde à disposer d'une capacité systémique de transition verte à l'échelle planétaire et pourrait ainsi agir comme moteur de la transition climatique en produisant un bénéfice climatique mondial compensant les déficits commerciaux de biens de l'UE et des États-Unis (voir chapitre suivant).

Les données du *United States Geological Survey* (USGS) montrent que la Chine est le premier producteur mondial de terres rares et possède les plus importantes réserves de terres rares au monde. En conséquence, de nombreux pays dépendent de la Chine pour satisfaire leur offre et leur demande en terres rares (Figure 1).

Figure 1. Réserves de métaux rares



\* REO = Rare Earth Oxide

Source: USGS

## 2. Un focus unilatéral sur le commerce des biens à l'origine des conflits commerciaux entre les États-Unis, l'UE et la Chine

L'UE souhaite rééquilibrer ses relations commerciales avec la Chine et souligne que le déficit commercial de l'Union vis-à-vis de la Chine a augmenté pour atteindre 304,5 milliards d'euros en 2024. La Chine est le **troisième partenaire commercial** de l'UE lorsque l'on considère ensemble les biens et les services, tandis que l'UE est le principal partenaire commercial de la Chine. Le commerce de biens et de services entre l'UE et la Chine a **dépassé 845 milliards d'euros** en 2024. L'UE se concentre de manière unilatérale sur le commerce des biens, domaine dans lequel l'Union affiche un déficit commercial. Le commerce des services entre l'UE et la Chine constitue toutefois un secteur en croissance qui se distingue du déséquilibre commercial global négatif par un excédent : en 2024, l'UE a exporté des services pour une valeur de 67,3 milliards d'euros et en a importé pour 45,5 milliards d'euros.

Figure 2. Commerce de l'UE avec la Chine

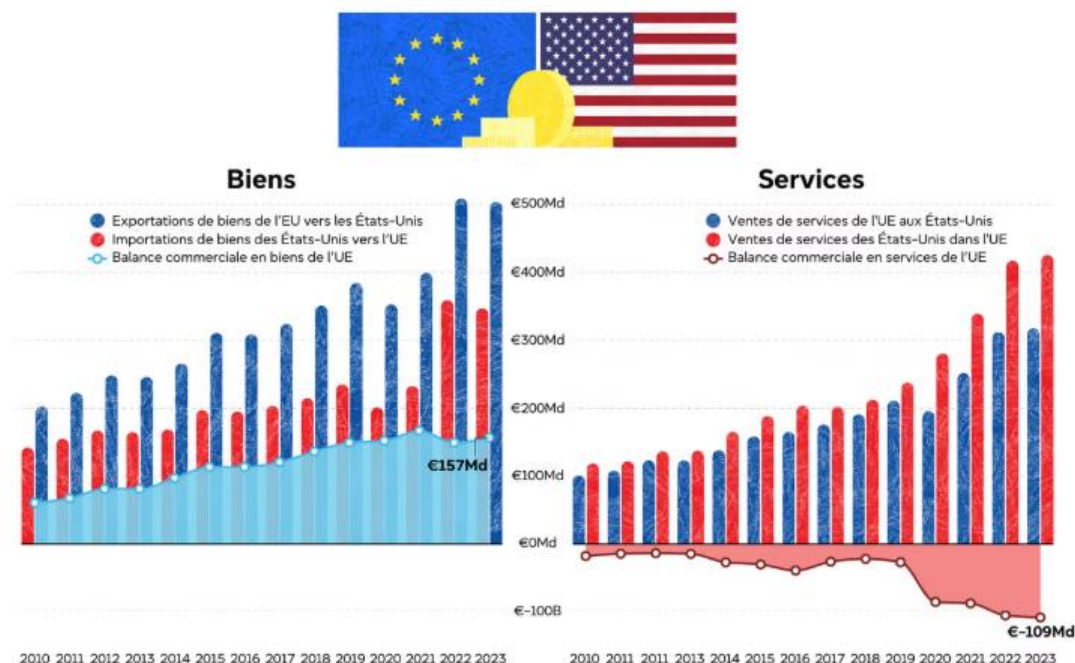


Source: Eurostat (ds-059341), (bop\_its6\_det)

Les conflits commerciaux entre les États-Unis et l'UE reposeraient sur la même incompréhension des flux commerciaux, centrée uniquement sur les biens. Les États-Unis mettent en avant leur important déficit commercial de biens vis-à-vis de l'UE.

Figure 3. Commerce de biens et de services entre l'UE et les États-Unis

### Échanges de biens et de services entre l'UE et les États-Unis 2010-2023, en milliards d'euros

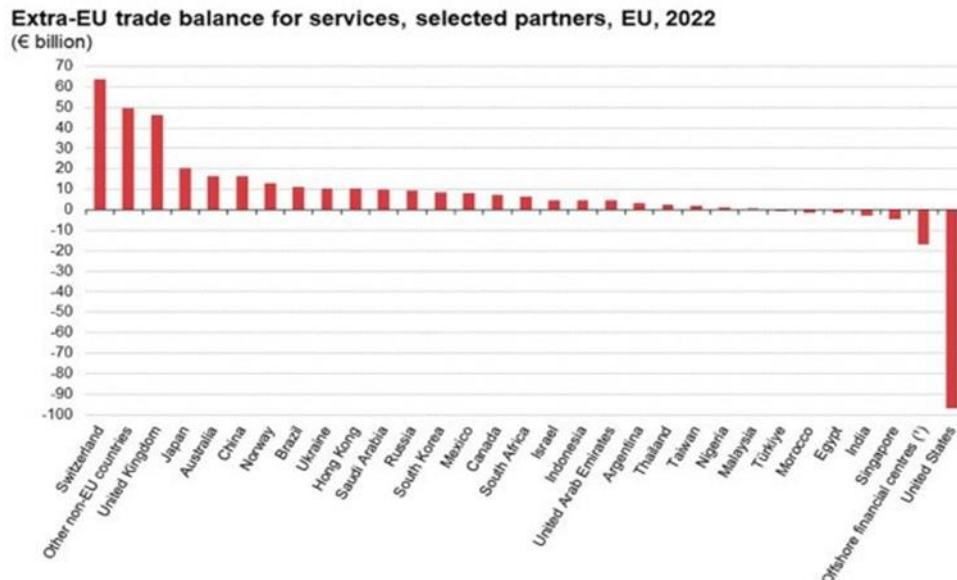


Source : Eurostat

Les données d'Eurostat montrent toutefois qu'en 2023, l'UE affichait un excédent de 157 milliards d'euros dans le commerce des biens avec les États-Unis, mais un déficit de 109 milliards d'euros dans le commerce des services. L'illustration ci-dessus montre clairement que l'UE disposait d'un excédent commercial dans le domaine des biens, tandis que les États-Unis affichaient un excédent dans celui des services. Au total, l'UE enregistrait en 2023 un excédent de 48 milliards d'euros, mais celui-ci ne représentait que 3 % du volume commercial total de

1 600 milliards d'euros. Si l'on examine la balance commerciale de l'UE dans le secteur des services, on constate que l'Union enregistre son plus important déficit commercial avec les États-Unis dans ce domaine. En 2022, ce déficit approchait les 100 milliards d'euros.

Figure 4. Balance commerciale des services entre l'UE et certains partenaires

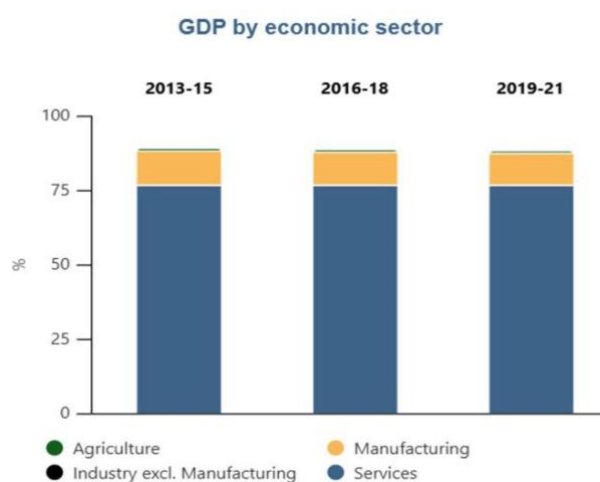


Source : Eurostat

### 3. L'économie chinoise ne menace pas l'économie américaine, elle la complète

Les mesures tarifaires américaines visant les échanges de biens avec la Chine négligent le fait que le secteur des services constitue aujourd'hui le pilier central de l'économie américaine. En 2021, le secteur des services représentait 77 % du PIB total des États-Unis.

Figure 5. PIB américain par secteur économique



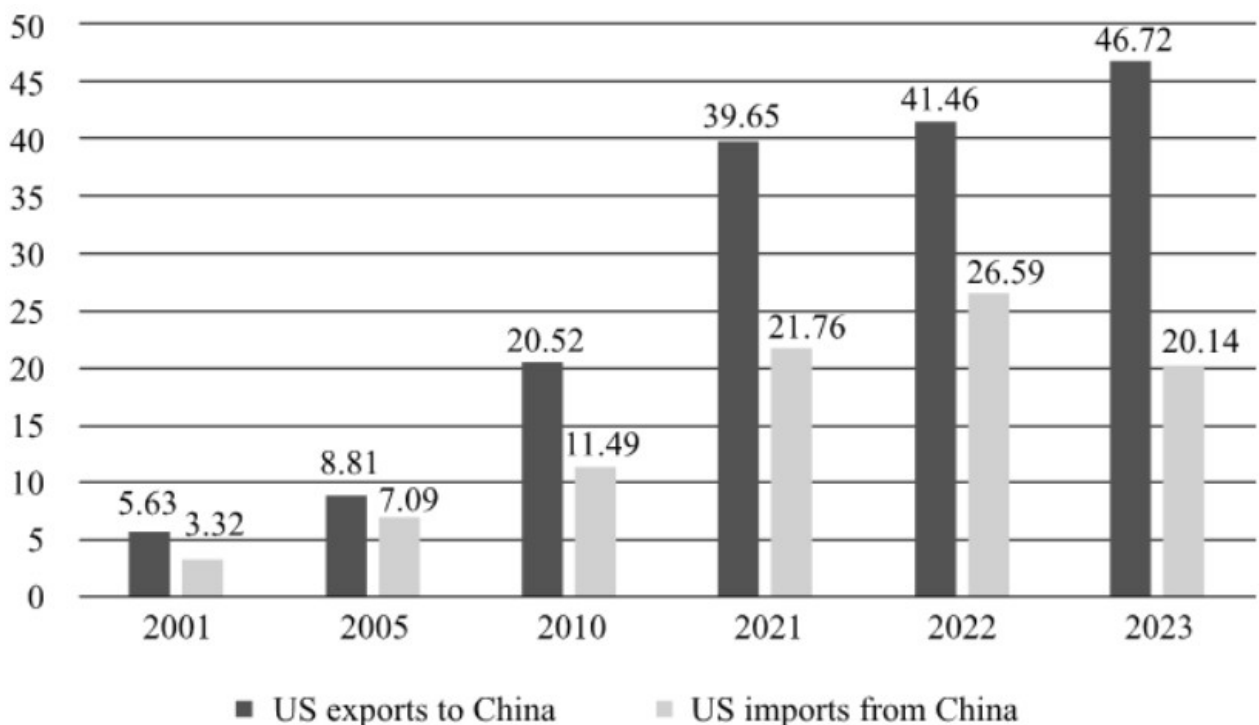
Source : Focus Economics

En 2023, les exportations américaines de services représentaient 1 026,6 milliards de dollars, tandis que les importations américaines de services s'élevaient à 748,2 milliards de dollars. Les États-Unis disposent aujourd'hui d'un important excédent commercial dans le domaine des

services avec le Canada, la Chine, l'Europe et la plupart des autres grandes économies. Ces services sont notamment dominés par des entreprises américaines de rang mondial telles que Microsoft Corp., Google, Meta Platforms Inc., Amazon.com Inc., Tesla Inc., de grandes banques, des compagnies d'assurance, des universités, des prestataires de santé, des studios de cinéma et des maisons d'édition. Ces services peuvent prendre de nombreuses formes. Tesla, par exemple, tire des revenus de la concession de licences sur ses droits de propriété intellectuelle, tandis que la formation d'un étudiant international est considérée comme une exportation de services.

Les données du U.S. Bureau of Economic Analysis montrent que l'excédent américain dans le commerce des services avec la Chine augmente tendanciellement depuis 2001.

*Figure 6. Balance commerciale américaine des services avec la Chine dans le temps*



Source : Bureau fédéral américain des analyses économiques

Dans ce contexte, la mise en place de barrières douanières centrées uniquement sur le commerce des biens risque d'entraver inutilement les synergies climatiques existant aujourd'hui entre les économies chinoise et américaine.

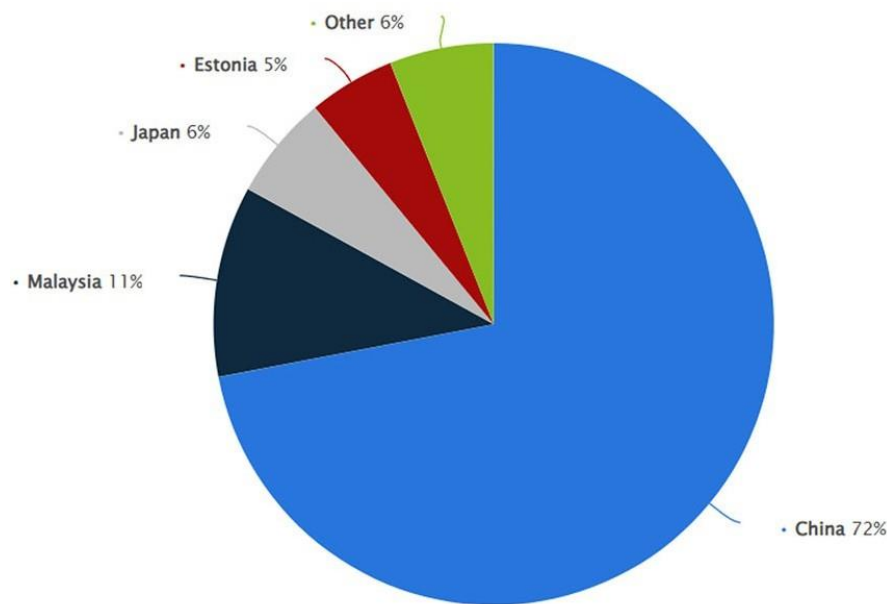
Les métaux rares sont indispensables au développement technologique en général et à la transition verte en particulier. Les États-Unis disposent toutefois de l'un des processus les plus lents au monde pour l'ouverture de nouvelles mines. Selon les analyses existantes, il peut falloir jusqu'à vingt-neuf ans pour ouvrir une mine dans le pays, ce qui constitue le deuxième délai le plus long au monde.

Dans le même temps, la Chine domine la production mondiale et le raffinage des minerais critiques, ce qui rend les États-Unis dépendants de fournisseurs étrangers. Cela signifie que des

droits de douane sur les produits chinois pourraient freiner le développement de secteurs tels que l'industrie de défense, le secteur technologique et la transition verte. Ce n'est donc pas seulement le développement économique qui serait affecté.

Les États-Unis dépendent fortement des importations pour satisfaire leurs besoins en minerais critiques et en matières premières, également recherchés par l'UE. Parmi ces ressources figurent le nickel, le cobalt, le cuivre et le lithium — des composants indispensables à la transition climatique.

Figure 7. Part des importations américaines de métaux rares par pays d'origine



Source : Importations américaines de terres rares par pays d'origine, 2019-2022. Publié par Madhumitha Jaganmohan, le 22 mai 2024.

En 2024, les États-Unis dépendaient de la Chine, de la Malaisie, du Japon et de l'Estonie pour 80 % de leurs besoins en terres rares, selon l'USGS. Les États-Unis ne disposent actuellement que d'une seule mine de terres rares en activité, détenue par MP Materials.

#### 4. Un principe de complémentarité systémique entre commerce extérieur et transition climatique

L'UE et les États-Unis présentent leurs déficits commerciaux vis-à-vis de la Chine comme une menace pour leurs économies. Cette crainte est infondée. Le secteur des services constitue la partie dominante du PIB des économies de l'UE et des États-Unis. Le secteur des services est le moteur de l'économie et tant les États-Unis que l'UE disposent d'excédents commerciaux vis-à-vis de la Chine dans le domaine des exportations de services. Les inquiétudes de l'UE et des États-Unis concernant les exportations chinoises de biens reposent sur une vision dépassée de l'économie. La Chine est aujourd'hui qualifiée « d'usine du monde » et son économie repose principalement sur la production de biens.

Il est donc important d'éviter des conflits géopolitiques commerciaux inutiles et d'introduire un principe commercial de complémentarité systémique entre commerce extérieur et transition climatique, dans lequel les déficits commerciaux des États-Unis et de l'UE seraient ajustés en fonction des effets de synergie liés à la transition climatique.

Les importantes importations européennes de technologies vertes issues des investissements verts internationaux de la Chine sont aujourd'hui perçues comme un facteur de vulnérabilité économique pour la transition climatique de l'UE. Les effets climatiques des technologies vertes sont toutefois mondiaux et non nationaux. Un principe de synergie fondé sur le bénéfice climatique mondial et sur un marché mondial ouvert pour l'industrie verte pourrait favoriser les synergies climatiques et la transition climatique mondiale afin d'éviter des conflits géopolitiques commerciaux inutiles.

Un cadre mondial serait ainsi nécessaire afin de permettre aux économies du monde de concurrencer tout en recherchant simultanément des synergies climatiques globales. Ces économies devraient pouvoir se concurrencer dans le cadre d'une économie mondiale dont l'objectif principal serait de produire un bénéfice climatique mondial supérieur.

La combinaison de la concurrence entre nations et de la coopération autour des synergies climatiques afin de créer une valeur ajoutée sous forme de bénéfice climatique mondial suppose l'existence d'un marché mondial ouvert pour l'industrie verte. C'est l'objet du chapitre suivant.

## Chapitre 4 - Un principe commercial de bénéfice climatique mondial et un marché mondial ouvert pour l'industrie verte

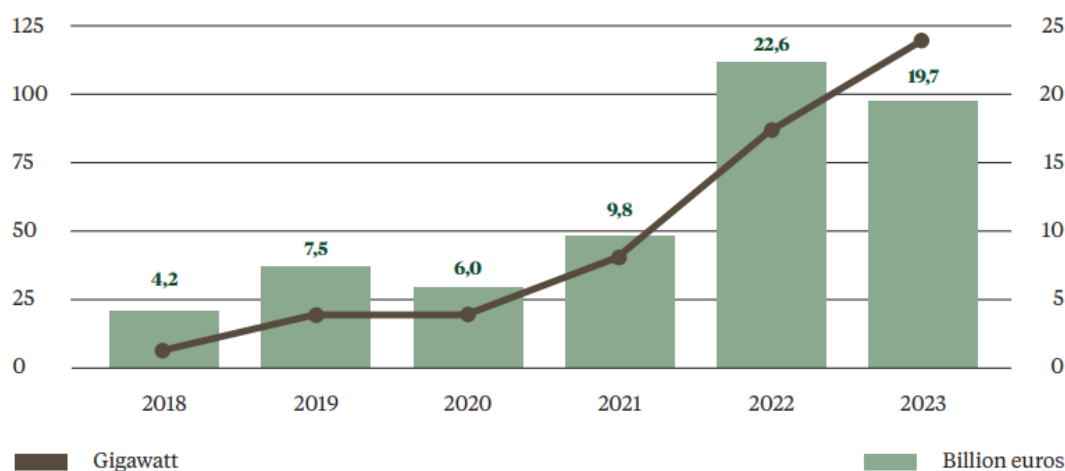
Un principe de synergie fondé sur la concurrence et la coopération autour du bénéfice climatique mondial ouvre la voie à un marché mondial ouvert pour l'industrie et l'économie vertes. Dans cette perspective, il est plus constructif de parler de bénéfice climatique mondial plutôt que de dépendance aux importations et de passer de **relations commerciales conflictuelles à des relations fondées sur les synergies**. Cela suppose une politique climatique qui ne se limite pas aux objectifs nationaux, mais contribue également à la réduction des émissions dans d'autres régions du monde. Comment le commerce et les échanges technologiques peuvent-ils contribuer à réduire les émissions à l'échelle mondiale ? Quel rôle les cadres réglementaires internationaux peuvent-ils jouer dans la promotion d'une transition verte mondiale ? Et comment le bénéfice climatique mondial peut-il être intégré dans l'organisation du commerce international ?

### 1. La transition verte européenne est portée par les exportations chinoises de technologies vertes

Les progrès de l'Europe dans la transition énergétique n'auraient pas été possibles sans les importations de panneaux solaires en provenance de Chine. En juin 2023, l'énergie solaire est devenue pour la première fois la principale source d'électricité dans l'UE, représentant 22,0 % de la production totale, selon Eurostat. L'énergie solaire a ainsi dépassé le nucléaire (21,6 %) comme première source d'énergie. Durant l'ensemble du deuxième trimestre, 54,0 % de l'électricité de l'UE provenaient de sources renouvelables, une augmentation principalement portée par l'énergie solaire.

Figure 1. Exportations chinoises de panneaux solaires vers l'UE

**China's export of solar panels to the EU.** Source: Eurostat & Rystad energy. Gigawatt 2019–2020 are estimates.

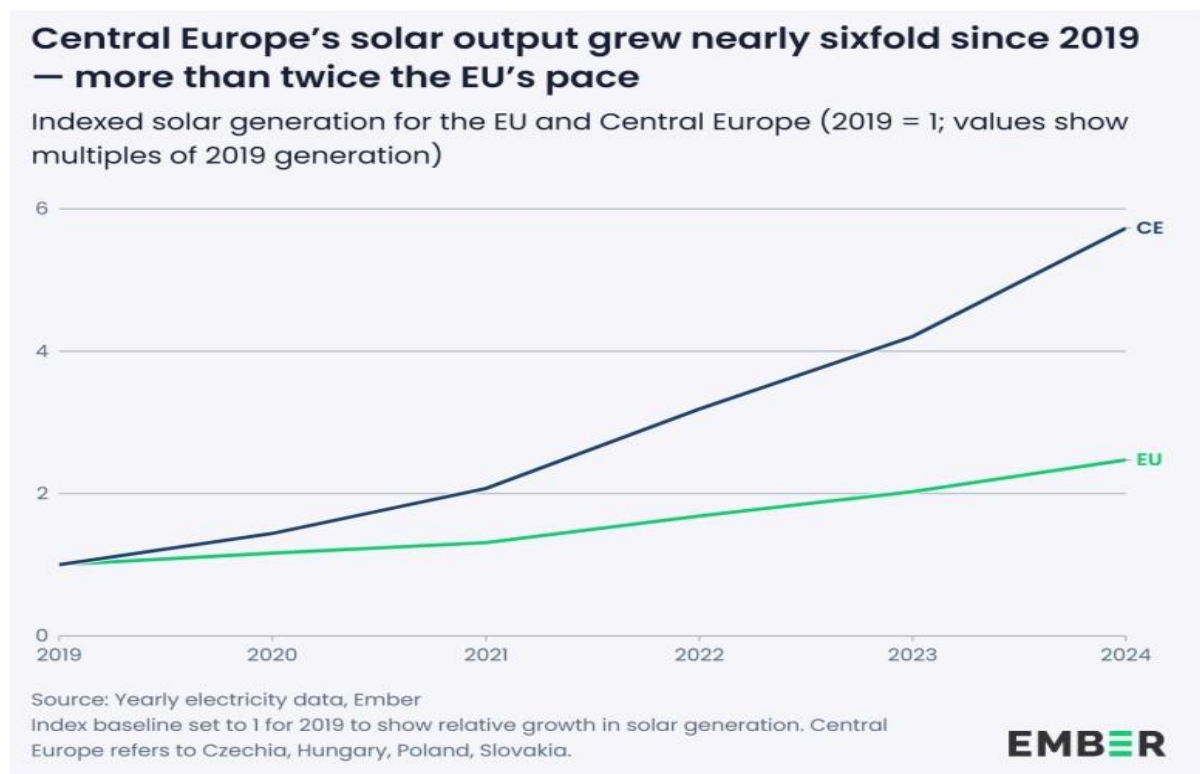


Source : Institut de l'environnement et de la santé publique

En 2018, l'UE a supprimé les droits de douane sur les panneaux solaires, introduits en 2013 au motif que la Chine pratiquait du dumping sur le marché. Cette décision européenne a eu un effet immédiat. Dès l'année suivante, en 2019, les importations en provenance de Chine avaient environ doublé. En 2022, un nouveau record a été atteint avec des importations d'une valeur de 22,6 milliards d'euros (248 milliards de couronnes suédoises). En 2023, 95 % de toute l'énergie solaire installée dans l'Union provenaient des importations, dont 98 % en provenance de Chine.

L'UE importe des biens verts en provenance de Chine, pays qui représente aujourd'hui 90 % des investissements mondiaux dans les capacités industrielles de technologies vertes. Le développement de l'énergie solaire a fortement augmenté ces cinq dernières années dans quatre pays d'Europe centrale historiquement dépendants du charbon. C'est ce que montre un rapport du think tank Ember.

Figure 2



Source : Ember, *Turning to the Sun: Solar Rise in Central Europe*

[https://ember-energy.org/app/uploads/2025/09/Report-Turning-to-the-sun\\_-\\_Solar-rise-in-Central-Europe.pdf](https://ember-energy.org/app/uploads/2025/09/Report-Turning-to-the-sun_-_Solar-rise-in-Central-Europe.pdf)

Les pays d'Europe centrale — la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie — sont depuis longtemps connus pour leur dépendance au charbon et ont souvent été considérés comme des freins à la transition énergétique de l'UE. Entre 2019 et 2024, la production d'électricité solaire dans ces pays est passée de 5 à 29 térawattheures, soit une multiplication par près de six. Cela peut être comparé à l'augmentation moyenne observée dans l'UE, où la

production solaire a été multipliée par 2,5 (passant de 125 TWh à 308 TWh). Les données ci-dessus montrent que la transition verte de l'UE est, en pratique, impossible sans les succès industriels verts de la Chine. Le dialogue climatique entre les pays du monde doit donc déplacer son centre de gravité de la concurrence vers la synergie et déterminer « qui possède une capacité systémique mondiale de transition climatique ».

## 2. Les exportations chinoises de technologies vertes comme moteur mondial de la transition énergétique

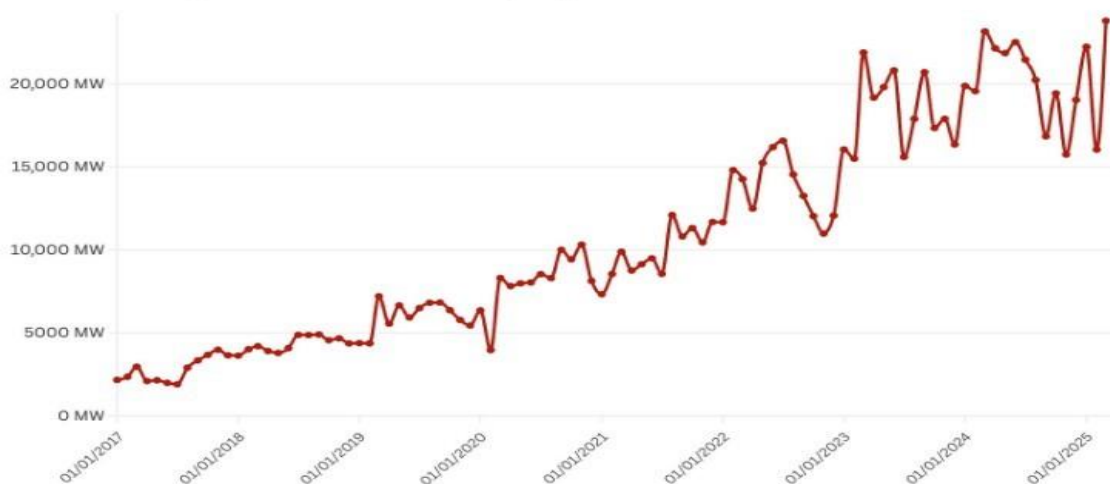
Les exportations chinoises de panneaux solaires ont été multipliées par quatre en moins de dix ans. Les volumes mensuels d'exportation sont passés de moins de 5 milliards de watts (gigawatts) au début de 2017 à 20 milliards de watts en 2025. Les exportations chinoises de panneaux solaires ont ainsi fortement augmenté et les batteries chinoises sont nettement moins coûteuses que les produits équivalents américains ou européens. Cette compétitivité ne s'explique pas principalement par de faibles salaires, mais par l'automatisation, l'optimisation de la production et l'intégration des chaînes d'approvisionnement. Les batteries chinoises, principalement produites par les entreprises BYD et CATL, sont fabriquées pour environ 40 dollars par kilowattheure, soit presque deux fois moins qu'aux États-Unis ou dans l'UE.

**L'automatisation** est très poussée : BYD utilise seulement 50 travailleurs par milliard de wattheures (gigawattheure), contre plus de 200 dans d'autres usines. **Les rendements de production** sont également très élevés : presque tous les composants produits peuvent être utilisés dans le produit final, ce qui réduit les pertes. Enfin, **les chaînes d'approvisionnement** sont intégrées : la Chine produit non seulement les cellules, mais aussi une grande partie des matériaux transformés, ce qui réduit à la fois les coûts des matières premières et les coûts de transport.

Figure 3

### Monthly exports of solar panels from China to the rest of the world

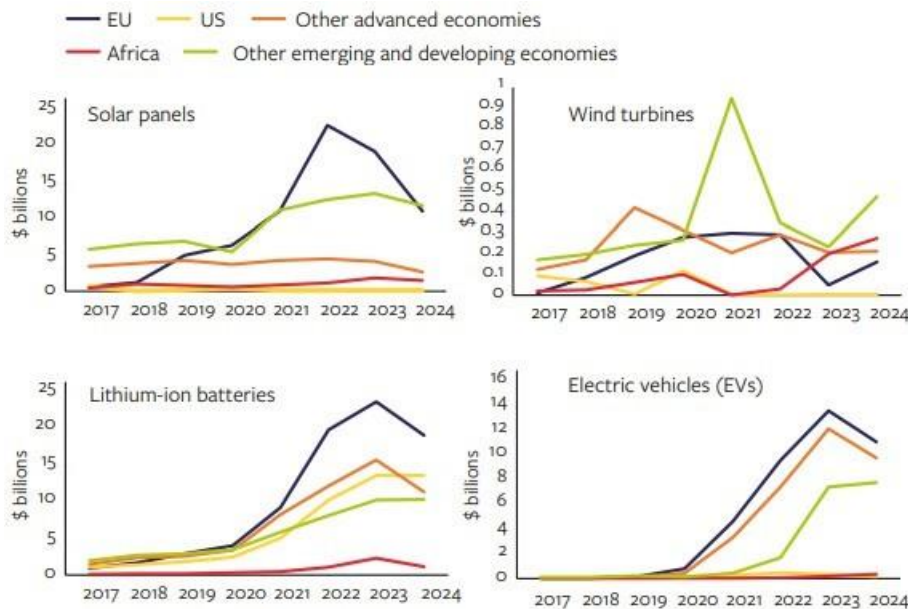
Measured in megawatts (MW) of solar PV capacity.



Source: Ember Energy China's Solar PV Exports

Lorsque les États-Unis ont introduit des droits de douane, la Chine s’est tournée vers les pays en développement et les économies émergentes. En 2024, près de la moitié des exportations chinoises de solaire et d’éolien étaient destinées à ces pays, selon un rapport du think tank ODI.

Figure 4. Exportations annuelles chinoises de produits énergétiques propres par valeur commerciale et destination, 2017-2024



Source : *China’s evolving role in Africa’s energy transition*

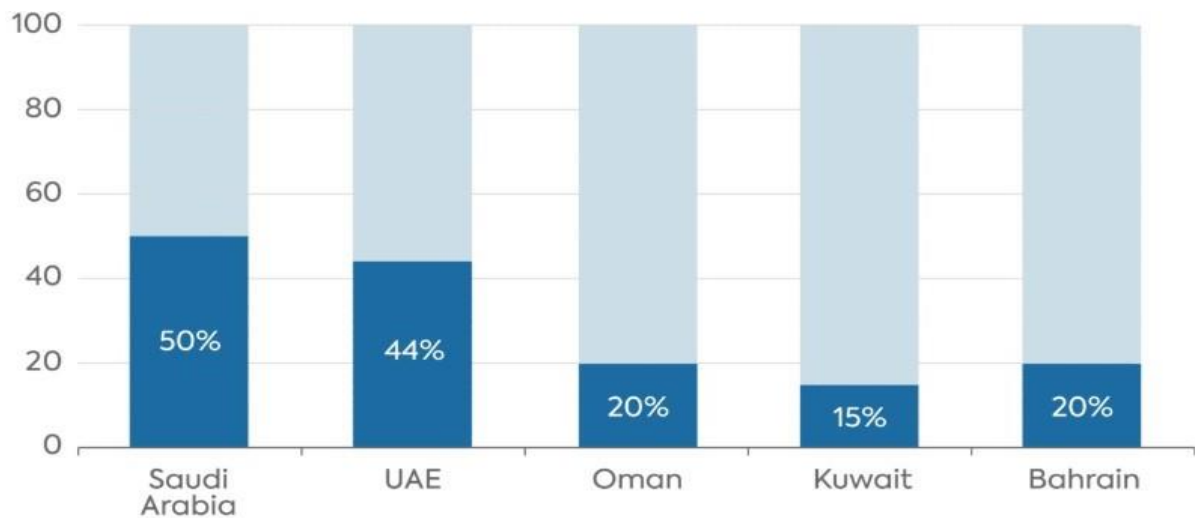
[https://media.odi.org/documents/240331\\_China\\_Africa\\_Energy\\_Transition\\_v4.pdf](https://media.odi.org/documents/240331_China_Africa_Energy_Transition_v4.pdf)

### 3. Les exportations chinoises accélèrent la transition climatique des États pétroliers

Les progrès récents de la technologie chinoise des batteries ont rendu les systèmes mieux adaptés à des conditions climatiques difficiles. Les batteries sont désormais installées dans des conteneurs pouvant être refroidis et protégés contre la poussière, notamment dans les États du Golfe.

L’Arabie saoudite ambitionne d’augmenter la part des énergies renouvelables à 50 % de sa production énergétique totale (Figure 5).

Figure 5. Ambitions des pays pétroliers en matière de transition énergétique à l'horizon 2030



Note: Target years vary country to country.

Source: IEA, *Renewables 2023*, <https://www.iea.org/reports/renewables-2023>.

Source : *Saudi Arabia's Renewable Energy Initiatives and Their Geopolitical Implications*

<https://www.energypolicy.columbia.edu/saudi-arabias-renewable-energy-initiatives-and-their-geopolitical-implications/>

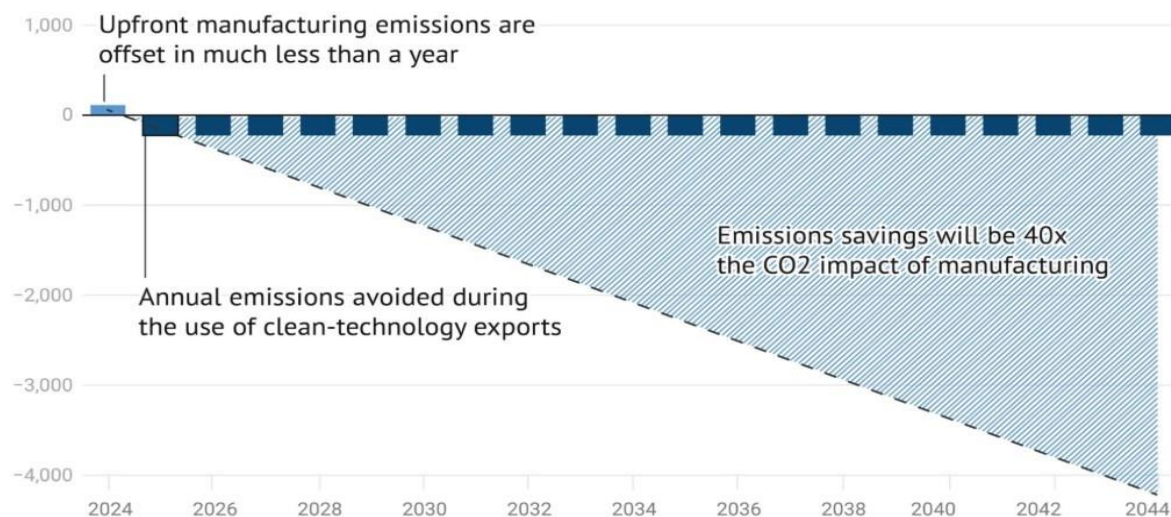
#### 4. Les exportations chinoises réduisent les émissions mondiales de 1 % par an

Les exportations chinoises de panneaux solaires, de batteries, de véhicules électriques et d'éoliennes sont destinées à 191 pays et réduiraient les émissions mondiales annuelles de CO<sub>2</sub> d'environ 1 %.

Figure 6

### China's clean-energy exports in 2024 will avoid 4bn tonnes of CO2

Global emissions impact of China's clean-energy exports, MtCO2



Source: Analysis by Lauri Myllyvirta for Carbon Brief

CarbonBrief  
CLEAR ON CLIMATE

## 5. Les investissements verts chinois contribuent à réduire les émissions dans le monde entier

La Chine apparaît de plus en plus comme une superpuissance des énergies vertes. Les panneaux solaires, les éoliennes et les véhicules électriques se diffusent désormais en Afrique et en Amérique latine. Cela accélère les efforts climatiques mondiaux.

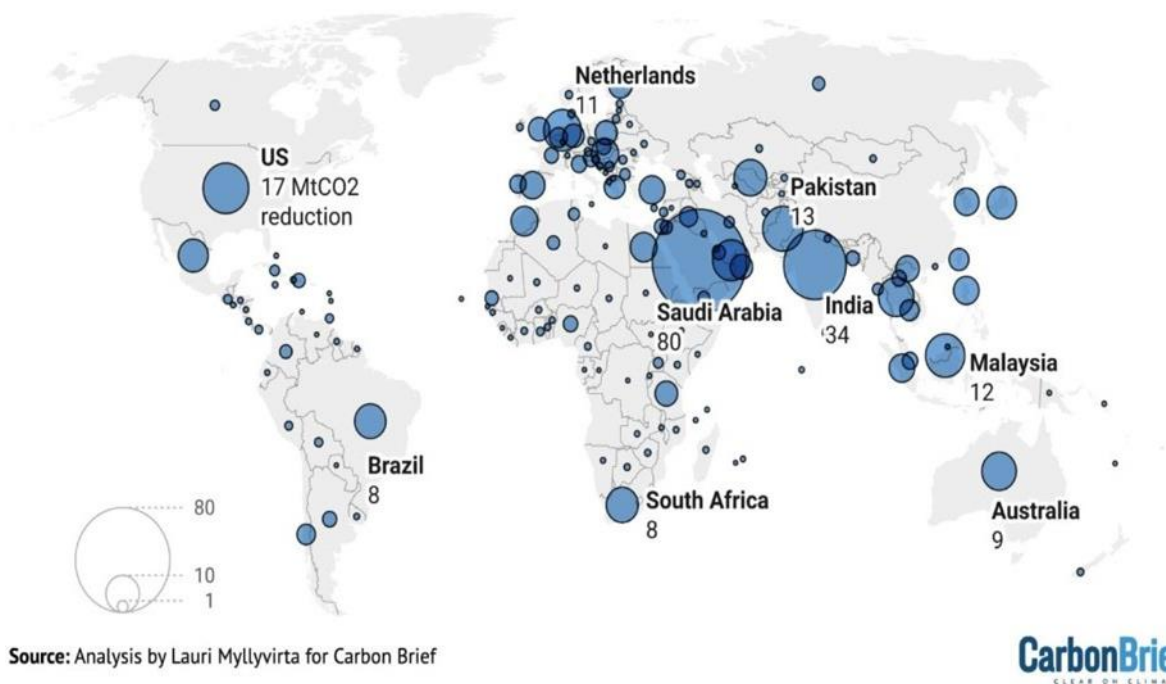
Les exportations sont complétées par des investissements dans lesquels des entreprises chinoises construisent des usines et financent des productions d'électricité à partir d'énergies propres dans d'autres pays.

Ces investissements contribuent à une réduction supplémentaire d'environ 130 millions de tonnes d'émissions par an. Les impacts climatiques relatifs les plus importants se produisent dans des régions fortement dépendantes des énergies fossiles, comme la région MENA et l'Afrique subsaharienne. Dans la région MENA, les émissions diminueraient de 4,5 % par an, tandis qu'en Afrique subsaharienne la réduction atteindrait environ 3 % par an. Parmi les principaux pays bénéficiaires figurent le Pakistan, l'Afrique du Sud, l'Arabie saoudite, le Maroc et le Nigeria.

Figure 7

## China's clean-energy footprint spans the entire globe

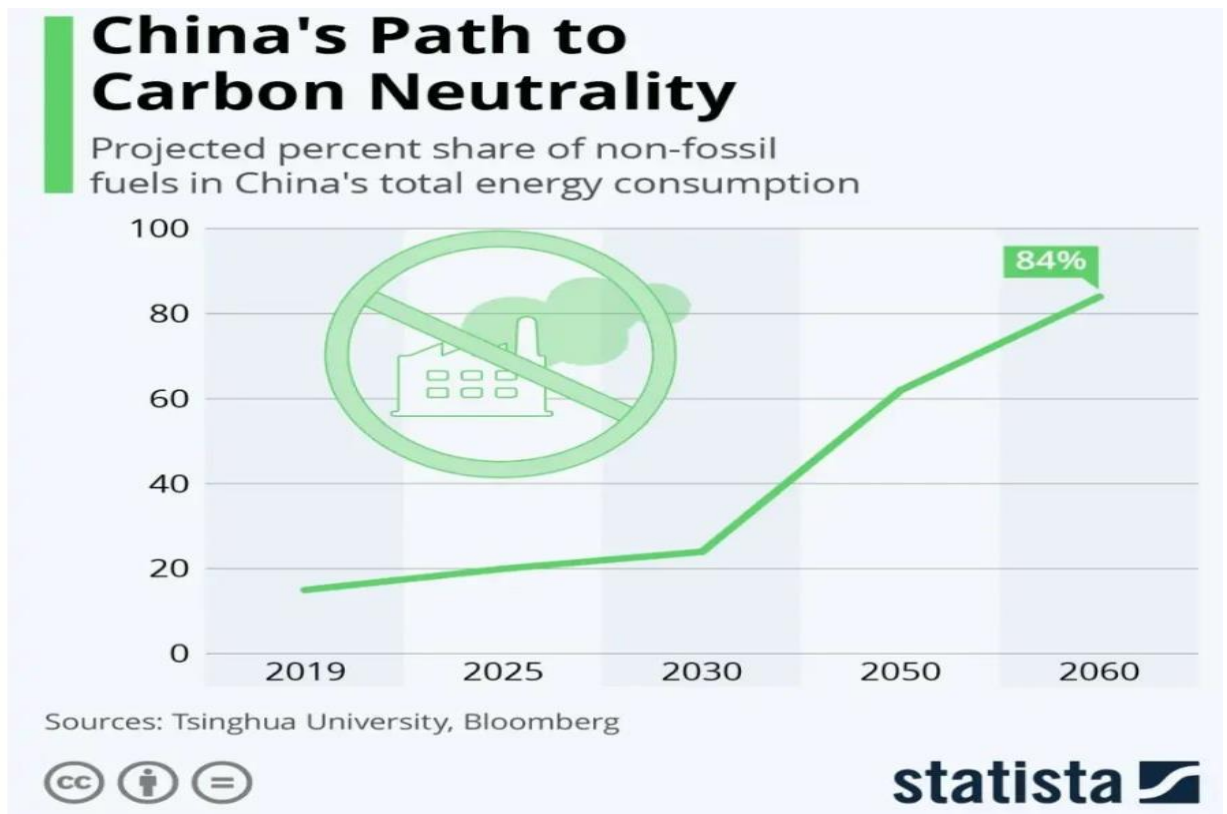
Avoided CO2 emissions from China's clean-tech activity in 2024, MtCO2 by country



Source : Carbon Brief, <https://www.carbonbrief.org/analysis-chinas-clean-energy-exports-in-2024-alone-will-cut-overseas-co2-by-1/>

La Chine a officiellement adopté un plan visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2060, ce qui constitue le plus vaste plan climatique jamais élaboré dans le monde. Ce plan prévoit une réduction de la production et de la consommation de combustibles fossiles — en particulier du charbon — ainsi qu'un renforcement du recours aux énergies propres et aux véhicules électriques au cours des quatre prochaines décennies. Selon ce plan, la Chine a fixé pour objectif que 84 % de l'ensemble des sources d'énergie proviennent d'énergies non fossiles.

Figure 8 La voie chinoise vers la neutralité carbone



## 6. Les accords commerciaux régionaux bilatéraux n'accélèrent pas la transition verte

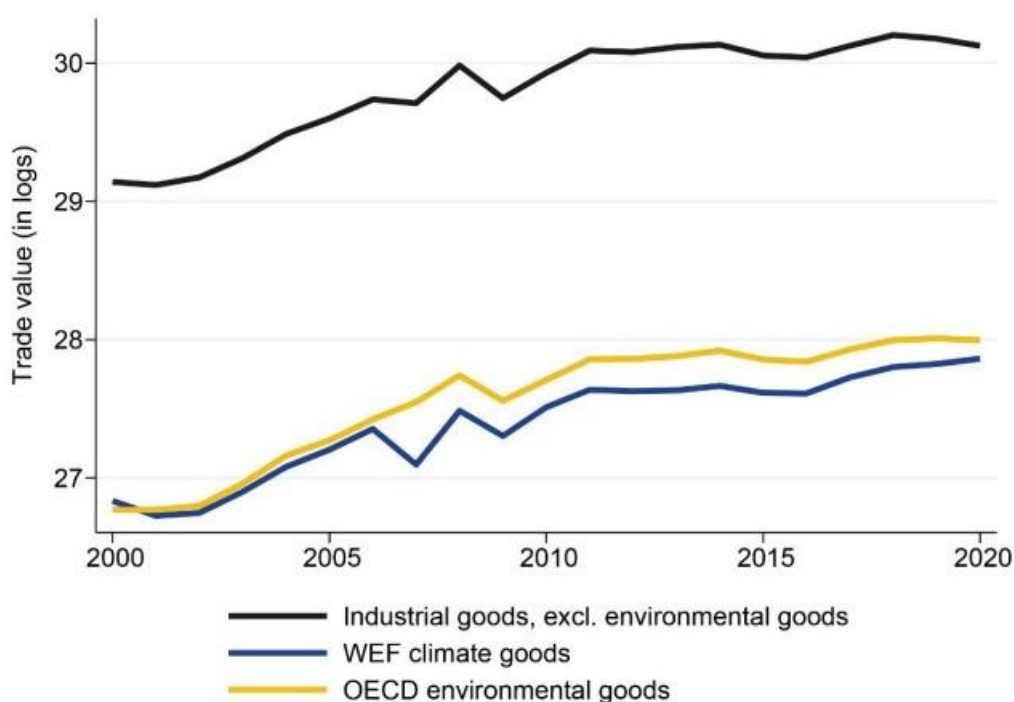
La politique commerciale constitue un outil important pouvant contribuer à la diffusion mondiale des technologies et des produits respectueux de l'environnement. Comme il s'est révélé difficile pour les pays du monde de parvenir à des accords dans le cadre de l'OMC, des accords entre un nombre plus limité de parties — les accords commerciaux régionaux bilatéraux (RTA) — ont été utilisés afin de supprimer les obstacles commerciaux concernant les produits écologiques. Plusieurs pays introduisent ainsi des engagements relatifs à certains produits environnementaux dans leurs accords commerciaux régionaux.

De nombreux accords de libre-échange comportent des engagements visant à faciliter le commerce de produits respectueux du climat et de l'environnement. L'objectif est de faciliter ou d'accroître le commerce international de biens écologiques tels que les panneaux solaires, les éoliennes ou les véhicules électriques.

*Kommerskollegium* a analysé des données relatives aux flux commerciaux conjointement avec 700 accords bilatéraux de libre-échange. Selon cette analyse, ces accords ne conduisent pas à une augmentation du commerce des biens environnementaux. L'étude montre que les accords commerciaux régionaux ne parviennent pas à influencer les flux commerciaux de produits écologiques de manière à favoriser efficacement la transition verte. À la fin du rapport, *Kommerskollegium* formule plusieurs recommandations concrètes à destination des décideurs de l'UE et d'autres institutions.

Les accords commerciaux actuels, bilatéraux et géographiquement limités, destinés à promouvoir la transition verte ne sont pas efficaces pour accélérer la transition climatique mondiale. *Kommerskollegium* a montré que ces accords conclus entre un nombre restreint de parties ne produisent pas les effets attendus. Les engagements relatifs aux biens environnementaux dans les accords de libre-échange peuvent encore constituer un moyen de promouvoir la transition verte, mais une meilleure conception de la politique commerciale est nécessaire. C'est pourquoi le moment est venu de conclure un accord commercial mondial pour la transition verte.

Figure 9. Évolution des flux commerciaux mondiaux entre 2000 et 2020, par type de bien



Notes: Trade data comes from UN Comtrade. Authors' calculations. Natural logarithmic transformation applied to the absolute trade flows to facilitate assessment of growth rates.

Source : Le rôle du commerce dans la transition verte : accords commerciaux régionaux et fourniture de biens environnementaux.

<https://www.kommerskollegium.se/globalassets/publikationer/rapporter/2023/the-role-of-trade-in-the-green-transition.pdf>

Alors que le monde cherche désormais à sortir progressivement des combustibles fossiles, la priorité devrait être donnée à la suppression des obstacles commerciaux restants concernant les biens environnementaux au niveau mondial. Il serait souhaitable que les discussions sur l'importance des flux commerciaux pour la promotion de la transition verte reprennent dans le cadre de l'OMC, comme le constate le rapport de *Kommerskollegium*.

## 7. Le moment est venu d'un accord commercial mondial pour la transition verte

À l'échelle mondiale, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) est l'acteur le plus important en matière de commerce international et de politique commerciale.

Entre 2014 et 2016, un groupe de participants représentant 46 membres de l'OMC a négocié afin de parvenir à un accord destiné à favoriser la diffusion et l'utilisation mondiales des technologies environnementales. L'accord devait contribuer à créer un marché mondial ouvert pour les technologies environnementales et à accroître les investissements dans l'industrie et l'économie vertes.

L'EGA (*Environmental Goods Agreement*) était une proposition d'accord commercial visant à supprimer les droits de douane sur un large éventail de produits environnementaux, y compris ceux utilisés pour la production d'énergie propre, comme les éoliennes et les panneaux solaires. L'objectif de l'accord envisagé était de supprimer les droits de douane sur un large éventail de biens environnementaux susceptibles de contribuer à la protection du climat et de l'environnement.

L'idée fondamentale était de rendre ces biens moins chers et donc plus accessibles, afin de soutenir les actions climatiques mondiales. Bien que les négociations aient réalisé des progrès importants, les participants n'ont finalement pas pu parvenir à un accord définitif. Les succès de la Chine dans les technologies vertes pourraient constituer une nouvelle plateforme pour relancer l'intérêt en faveur d'une reprise des discussions, notamment dans un contexte d'objectifs climatiques mondiaux renforcés et de nécessité d'accélérer la transition vers une énergie propre.

## Chapitre 5 - Un principe de sécurité garantissant un approvisionnement énergétique sûr dans tous les pays

Les systèmes énergétiques constituent des cibles potentielles d'actions hostiles lors de conflits géopolitiques. Les acteurs des marchés énergétiques dans une économie verte ouverte à l'échelle internationale exercent, dans de nombreux cas, des activités pouvant être utilisées comme des armes, ce qui représente un risque de sécurité pour les États. Il existe donc un besoin international croissant d'un principe de sécurité garantissant un approvisionnement énergétique mondial sûr afin d'assurer la stabilité géoéconomique et la sécurité énergétique dans tous les pays. Cela suppose que la transition climatique soit utilisée comme plateforme mondiale permettant le passage d'une logique militaire à une politique de sécurité orientée vers la paix.

### 1. Les sources d'énergie sont devenues une question de sécurité

Les sources d'énergie peuvent être utilisées comme moyens de pression et sont donc devenues une composante de la politique de sécurité. La sécurité énergétique n'occupe généralement pas une place centrale dans les débats sur la politique de sécurité. Selon une conception traditionnelle, les questions énergétiques ne relèvent de la sécurité stratégique que lorsque des pénuries d'énergie menacent les capacités de défense. Cependant, les développements liés à la crise ukrainienne ont conduit à considérer un nombre croissant de menaces potentielles pesant sur l'approvisionnement énergétique comme des « menaces sécuritaires ».

La politique de sécurité inclut également la sécurité énergétique et ne concerne donc pas uniquement les questions de guerre, de paix et de conflits armés. La sécurité énergétique est un concept de politique de défense défini par l'Agence internationale de l'énergie comme « un accès ininterrompu aux ressources énergétiques à un prix abordable ». L'Institut suédois FOI ajoute également des paramètres selon lesquels l'approvisionnement énergétique doit garantir que « le fonctionnement de la société, aujourd'hui comme à l'avenir, ne soit pas compromis ».

Les fournisseurs d'énergie peuvent être utilisés comme instruments de pression politique ; c'est pourquoi la politique énergétique est devenue une partie intégrante de la politique de sécurité. La question de la sécurité énergétique a pris une importance particulière avec la crise ukrainienne et la dépendance de l'Europe aux importations de gaz russe. L'énergie comprend la production d'électricité, le chauffage et les transports, tous indispensables à la vie quotidienne. La crise russe peut donc provoquer d'importantes perturbations dans l'approvisionnement énergétique européen.

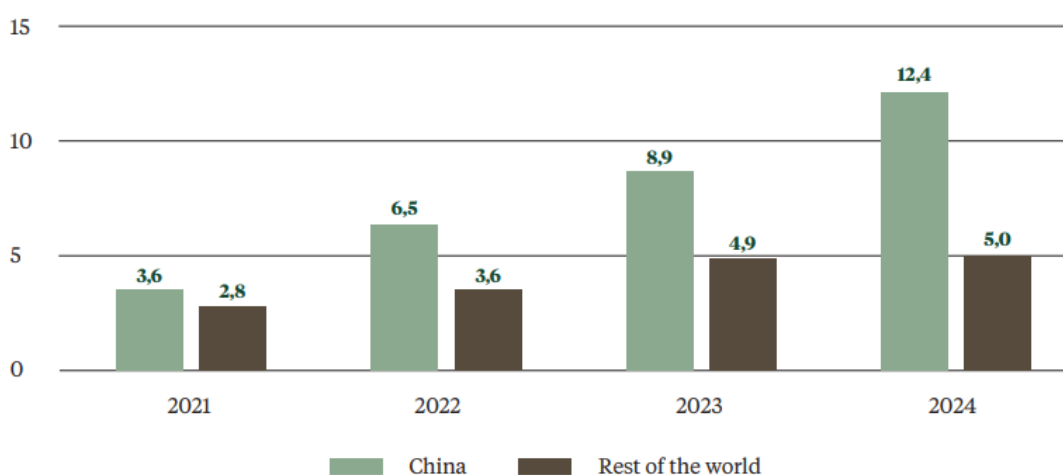
Plusieurs chercheurs suédois et européens de premier plan débattent aujourd'hui de la manière dont l'UE doit gérer la nouvelle carte géopolitique de la transition climatique. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a mis en évidence la dépendance risquée de l'Europe vis-à-vis de l'énergie russe. La dépendance européenne aux importations chinoises dans les technologies vertes rend également la transition verte de l'UE vulnérable, puisque cette dépendance peut être utilisée comme arme géopolitique.

## 2. Une dépendance dangereuse aux importations est mise en avant

Plusieurs chercheurs suédois et européens de premier plan débattent aujourd'hui de la manière dont l'UE doit gérer la nouvelle configuration géopolitique liée à la transition climatique. L'invasion de l'Ukraine par la Russie a mis en évidence la dépendance risquée de l'Europe à l'égard de l'énergie russe. La dépendance européenne aux importations chinoises dans le domaine des technologies vertes rend également la transition verte de l'UE vulnérable, puisque cette dépendance peut être utilisée comme arme géopolitique. Le think tank *Environment and Public Health Institute* (EPHI) avertit dans un rapport que la Chine a systématiquement cherché à pénétrer les marchés européens des véhicules électriques.

Figure 1: Les matières premières des véhicules électriques : made in China.

### China's production of electrical vehicles, amount in millions. Source: IEA.



Source: China Forces Its Way Into Europe's Green Markets JOJJE OLSSON <https://ephi.se/wp-content/uploads/2025/06/EPHI-report-%E2%80%93-China-Forces-Its-Way-Into-Europes-Green-Markets.pdf>

Le même risque est évoqué pour les réseaux électriques verts européens, ce qui pourrait avoir des conséquences économiques et sécuritaires encore plus importantes pour l'Europe et le monde occidental. Cela s'explique d'une part par le nombre important d'emplois et le poids économique de l'industrie automobile en Europe, aux États-Unis et au Japon. D'autre part, la question touche également à la sécurité, puisque les batteries, les moteurs électriques et les capteurs trouvent des applications militaires croissantes.

## 3. Complémentarité systémique ou rivalité systémique ?

L'UE s'est fixé des objectifs climatiques ambitieux. Cela signifie que la demande en métaux sera plus élevée qu'auparavant. Les trois grands moteurs — les batteries pour véhicules, le développement du réseau électrique ainsi que l'énergie éolienne et solaire — dépendent directement de ce que l'on appelle les métaux critiques pour l'énergie, tels que le lithium, le cobalt, le nickel, l'indium et les terres rares. Dans le même temps, la Chine détient un quasi-monopole sur le raffinage des principales terres rares.

L'Europe cherche à réduire sa dépendance à l'égard de la Chine afin de réussir sa transition. Cependant, l'ambition de Northvolt de rompre la dépendance aux batteries chinoises a échoué. L'entreprise a au contraire été contrainte d'importer des matériaux et d'utiliser des machines chinoises, ce qui a contribué à des problèmes de production et à des retards. L'entreprise de batteries dite « suédoise » a, en pratique, représenté une tentative de réduire la dépendance envers la Chine, tout en ayant besoin de technologies et de matériaux chinois pour survivre.

Ce paradoxe montre qu'il est difficile de produire un bien que les producteurs chinois fabriquent à un coût bien inférieur, tout en bénéficiant d'importants soutiens publics. Aujourd'hui, la Chine produit les deux tiers — voire davantage — des batteries, véhicules électriques et éoliennes dans le monde. Pour les panneaux solaires, cette part dépasse 80 %. Ce résultat a été obtenu grâce à une série de subventions publiques générales ayant créé des avantages pour l'ensemble des secteurs verts.

La Chine est devenue un acteur systémique de la transition verte et cette position constitue à la fois une opportunité économique et un risque de sécurité. Ce risque peut toutefois être réduit et géré. La Chine est aujourd'hui qualifiée « d'usine du monde » et son économie repose principalement sur la production de biens. L'économie de l'UE est, quant à elle, largement une économie de services. Il est donc beaucoup plus constructif de voir les synergies climatiques entre les économies chinoise et européenne plutôt que de s'enfermer dans une situation de concurrence contre-productive et déconnectée de la réalité. Un principe de complémentarité systémique plutôt que de rivalité systémique permettrait de combiner concurrence et synergies dans la transition climatique au sein du commerce international. Cela faciliterait le rôle de la Chine, par ses exportations de biens, comme accélérateur de la transition climatique au sein de l'UE et à l'échelle mondiale.

#### 4. Le dilemme : sécurité militaire ou sécurité économique pour la transition climatique

Les besoins en métaux rares et en minerais critiques dans l'industrie de la défense sont considérables et stratégiquement déterminants pour le développement d'équipements militaires modernes de haute technologie. Ces matériaux sont nécessaires pour créer des systèmes plus légers, plus résistants, plus résistants à la chaleur et plus efficaces dans les forces aériennes, terrestres et navales.

La militarisation absorbe des ressources qui seraient autrement nécessaires pour faire face à l'urgence climatique et construire une société durable. Il existe une incompatibilité systémique entre sécurité militaire et sécurité économique. La communauté internationale est aujourd'hui confrontée à un dilemme. Les métaux rares sont essentiels à toutes les technologies modernes ayant une importance à la fois pour la transition verte et pour les équipements militaires modernes. Sans terres rares ni minerais critiques, il est impossible de transformer l'industrie ou d'équiper la défense. Cela crée un dilemme entre transition climatique et défense militaire. Ces dimensions sécuritaires doivent donc être mises en balance les unes avec les autres.

Les métaux rares ne constituent plus seulement une question économique. Ils sont également devenus un enjeu mondial de politique de sécurité. L'Europe représente aujourd'hui 3 % de la production mondiale de métaux, mais en consomme environ 25 %. La Suède et l'UE dépendent

largement d'un petit nombre de pays tiers pour les matières premières critiques. La Chine a acquis une position de monopole qui lui permet, dans les faits, de contrôler l'approvisionnement international en ces métaux.

Une course mondiale aux matières premières critiques est aujourd'hui engagée entre les grandes puissances. Le graphite, le lithium, le cobalt et le néodyme figurent parmi les substances susceptibles de façonner la géopolitique de demain. La recherche de matières premières critiques s'est intensifiée et les grandes puissances explorent désormais toutes les régions du monde à la recherche de nouveaux gisements. Cette évolution accroît le risque de voir surgir de nouveaux conflits ou raviver d'anciens conflits dans le sillage de cette ruée minière.

Les métaux rares occupent une place croissante dans la course aux armements entre la Chine et les États-Unis. Environ 90 % de l'extraction des terres rares se trouve en Chine, ce qui pourrait être utilisé à la fois comme moyen de pression politique et dans la compétition technologique et militaire entre la Chine, les États-Unis et l'Occident. La course mondiale aux armements menace le travail climatique. Le département américain de la Défense, notamment, constitue d'importants stocks de minerais et de métaux critiques destinés aux armes de nouvelle génération — des substances qui constituent également la base de la transition vers une énergie sans combustibles fossiles.

Un rapport du projet de recherche américano-britannique *Transition Security* montre que le département américain de la Défense stocke de grandes quantités de minerais critiques aujourd'hui utilisés dans les batteries, les éoliennes, les panneaux solaires et d'autres technologies climatiques. Cependant, ces substances ne sont pas destinées à des mesures climatiques, mais aux armes militaires de nouvelle génération.

L'étude montre qu'au moins 38 minerais et métaux — notamment le lithium, le cobalt, le graphite ainsi qu'un certain nombre de terres rares — sont stockés par l'armée américaine. Le plan prévoit notamment la constitution d'un stock de cobalt. Chaque tonne de cobalt ou de graphite stockée pour les besoins militaires pourrait être utilisée pour des autobus électriques, du stockage énergétique à grande échelle ou d'autres technologies nécessaires à la transition énergétique. « Ces substances doivent être utilisées pour accélérer la réduction des émissions de carbone, et non pour alimenter l'insatiable machine de guerre », déclare Lorah Steichen, auteure du rapport ( (*Transition Security* <https://transitionsecurity.org/wp-content/uploads/2025/10/Transition-Security-%E2%80%93-Militarism-Climate-Crisis-2.pdf>)

Les systèmes énergétiques constituent des cibles potentielles d'actions hostiles lors de conflits géopolitiques. Les acteurs des marchés énergétiques dans une économie verte ouverte à l'échelle internationale exercent, dans de nombreux cas, des activités pouvant être utilisées comme des armes, ce qui représente un risque de sécurité pour les États. Il existe donc un besoin international croissant d'un principe de sécurité garantissant un approvisionnement énergétique mondial sûr afin d'assurer la stabilité géoéconomique et la sécurité énergétique dans tous les pays.

## 5. Un changement de paradigme est nécessaire dans la pensée sécuritaire

Pour comprendre l'apparition des alliances militaires, on peut utiliser le concept de « pratico inerte », notion célèbre forgée par le philosophe français **Jean-Paul Sartre** dans son ouvrage *Critique de la raison dialectique* afin de décrire les effets d'une alliance irréfléchie agissant sous l'effet d'un sentiment diffus de peur.

Les organisations militaires comme l'OTAN constituent un exemple typique de « pratico inerte », phénomène qui survient lorsqu'un groupe, effrayé par une peur diffuse, s'unit pour faire face à un danger lui aussi diffus.

**Les membres se sentent menacés** et réagissent simultanément et de manière similaire, bien que chacun agisse séparément avec un agenda caché et des attentes implicites. Cette situation est typique des alliances militaires. Les objectifs de l'organisation, présentés en surface comme visant à protéger les nations membres, demeurent en réalité individuels ; leurs intérêts se recoupent sans être véritablement communs ; chacun des États membres ne pense qu'à ses propres intérêts tout en prétendant défendre ceux de l'ensemble des membres.

Dans ce rassemblement effervescent, le groupe est entraîné dans un comportement mimétique qui crée un faux sentiment d'objectif commun. Le groupe, même en l'absence d'unité interne et d'objectifs communs, prétend alors être uni et fabrique, à travers ce comportement mimétique, une apparence de consensus. Comme chaque État membre de l'organisation militaire cherche à maximiser ses intérêts cachés, personne ne réfléchit à l'effet d'ensemble. Étant donné qu'une multitude d'intérêts dissimulés se manifestent simultanément, leurs effets cumulés se transforment en catastrophe pour tous. L'organisation actuelle de l'OTAN constitue un pratico-inerte : le résultat ne correspond pas à l'intention initiale et de sérieux obstacles apparaissent en cours de route à mesure que les intérêts particuliers deviennent visibles.

**Tous les membres de l'OTAN pensaient silencieusement à l'intérêt de leur propre pays, mais personne ne pensait à l'ensemble.** C'est cette absence de vision globale qui est à l'origine du conflit apparu au sein de l'OTAN ainsi que du conflit d'objectifs entre la logique militaire et la logique de transition climatique. Au lieu d'utiliser la menace climatique comme plateforme d'un changement de paradigme dans la pensée sécuritaire, on tente de verdir la logique militaire. L'humanité vit ainsi simultanément sous une menace militaire et une menace climatique.

En juin 2021, l'OTAN a adopté son *Climate Change and Security Action Plan*, qui prévoit l'intégration du climat dans l'agenda militaire et politique de l'Alliance, avec pour objectif que l'OTAN devienne la principale organisation internationale en matière de compréhension et d'adaptation à la dimension sécuritaire du climat. Une analyse annuelle sur le climat et la sécurité doit être réalisée afin de servir de base à la gestion des ressources, des infrastructures et des opérations de l'OTAN.

Une défense plus verte est aujourd'hui défendue par l'OTAN et l'organisation a fixé l'objectif Net Zero 2050, avec une première évaluation présentée en 2022. L'ancien secrétaire général Jens Stoltenberg a déclaré : « Il n'est pas raisonnable d'avoir de plus en plus de véhicules électriques dans nos rues alors que nos forces armées restent dépendantes des combustibles

fossiles. » À travers le *Green Defence Framework*, l'accent est mis sur une efficacité énergétique accrue grâce aux technologies innovantes. Lors de plusieurs exercices logistiques, l'OTAN a montré comment les énergies renouvelables telles que l'éolien et le solaire, associées à des systèmes de stockage énergétique comme l'hydrogène vert, permettent de réduire le recours au diesel et de prolonger les capacités opérationnelles. Dans le même temps, les opérations deviennent plus silencieuses et dégagent moins de chaleur, ce qui constitue un avantage militaire. L'OTAN entend utiliser les meilleures pratiques des États membres et évaluer les possibilités d'acquisition de technologies innovantes à faibles émissions afin d'accélérer leur commercialisation.

Les divisions actuelles au sein de l'OTAN et la confusion de la logique sécuritaire montrent que la doctrine de sécurité militaire a atteint une impasse logique susceptible de favoriser un changement de paradigme dans la pensée stratégique et sécuritaire.

## 6. La transition climatique comme plateforme d'une politique de sécurité orientée vers la paix

Il existe un conflit d'objectifs évident entre la logique climatique et la logique militaire. Des sommes considérables sont consacrées à la défense militaire au lieu d'être investies dans des mesures visant à stopper le changement climatique. La transition verte est désormais de plus en plus contrainte d'entrer en concurrence avec une industrie de défense en plein réarmement pour l'accès aux mêmes métaux. Atteindre les objectifs climatiques nécessitera davantage de métaux qu'aujourd'hui. Les métaux rares sont devenus un élément de la politique de sécurité militaire. Cela crée un dilemme. Sans accès aux terres rares et aux autres minerais critiques, la transition climatique de l'économie comme l'industrie de défense risquent de se retrouver privées des composants nécessaires.

C'est pourquoi une politique de sécurité centrée sur la transition économique et climatique, favorisant la paix, est nécessaire. La logique de coopération économique de l'UE constitue une plateforme idéale pour l'émergence d'une nouvelle politique de sécurité. Dans cette perspective, la coopération économique autour de la transition climatique agit comme un facteur permettant une politique de sécurité orientée vers la paix. La sécurité ne serait plus assurée principalement en désignant un ennemi militaire potentiel, mais à travers le consensus, le dialogue mutuel autour des questions civiles et des possibilités de coopération économique liées à la transition climatique.

La logique de coopération économique constitue la raison d'être même de l'Union européenne et a permis à l'UE de fonctionner comme un projet de paix pendant plus de soixante ans. Une stratégie de sécurité mondiale et inclusive fondée sur la transition climatique implique ainsi qu'aucun pays ou espace géographique ne soit désigné à l'avance comme une zone de risque sécuritaire spécifique, mais plutôt comme un partenaire potentiel de coopération économique autour de la transition climatique. Il s'agit d'une politique de sécurité reposant sur une logique en deux étapes : une coopération économique primaire qui crée les conditions et rend possible la transition climatique.

Le passage de la guerre à un projet de paix fondé sur un marché commun constitue précisément la logique qui a présidé à la naissance de l'UE après la Seconde Guerre mondiale. La logique

de coopération économique a permis à l'Union européenne de fonctionner comme un projet de paix pendant plus de soixante ans. Et c'est cette logique de coopération qui correspond le mieux à une politique de sécurité orientée vers le climat.

L'Union européenne était à l'origine un projet de coopération économique créé en réponse aux horreurs et aux violences de la Seconde Guerre mondiale. L'UE pourrait ainsi développer sa logique traditionnelle de coopération économique pour en faire une nouvelle plateforme de sécurité dédiée à la transition climatique.

L'UE a été qualifiée de « puissance douce » par opposition aux États-Unis, dans la mesure où elle privilégie principalement les actions civiles à l'international plutôt que les interventions militaires. Dans la logique militaire, c'est la puissance militaire qui occupe la place centrale. L'image mise en avant sur le site web de l'OTAN présente exclusivement une organisation militaire dont le cœur repose sur la dissuasion et la démonstration de force militaire.

La sécurité y est définie comme une menace extérieure qu'une défense militaire doit neutraliser. L'OTAN pourrait tout aussi bien évoluer d'une alliance militaire vers une alliance pour la transition climatique.

L'essence même de la démocratie consiste à résoudre les conflits par le dialogue et non par la force des armes. Si nous voulons éviter les guerres, le centre de gravité de la politique de sécurité devrait se déplacer d'une logique de confrontation vers une logique de coopération autour de la transition climatique. La logique de coopération économique liée à la transition climatique met l'accent sur ce qui unit, tandis que la logique militaire représente ce qui sépare.

## 7. Il est temps de remplacer les alliances militaires par des alliances climatiques afin de sauver la planète

La menace climatique exige une démilitarisation, car le secteur militaire constitue une source importante d'émissions de gaz à effet de serre tout en mobilisant d'importantes ressources financières et technologiques qui pourraient être utilisées pour la transition climatique. La logique militaire est marquée par une contradiction interne. Si la planète est menacée de destruction par la crise climatique, pourquoi consacrer autant de ressources militaires qui risquent elles-mêmes de contribuer à cette destruction ? Il est donc temps d'abandonner progressivement la logique militaire pour la remplacer par une logique civile et verte orientée vers la transition climatique.

Les alliances militaires reposent sur des mécanismes d'identification fondés sur le maintien des frontières, qui bloquent la pensée de paix. Des organisations telles que l'Union européenne ouvrent au contraire la voie à la réciprocité et aux relations transfrontalières favorisant la paix. La logique de coopération économique a permis à l'Union européenne de fonctionner comme un projet de paix pendant plus de soixante ans. Et c'est cette logique de coopération qui peut le mieux être utilisée pour promouvoir une nouvelle politique de sécurité fondée sur la transition climatique.

Le passage de la guerre à un projet de paix fondé sur un marché commun constitue précisément la logique à l'origine de la création de l'Union européenne. L'humanité se trouve ici confrontée

à un dilemme civilisationnel. Le choix se situe entre, d'une part, des alliances militaires qui, par définition, préparent la guerre et finissent toujours par conduire à la guerre, et, d'autre part, des relations commerciales orientées vers le climat qui, par définition, favorisent le dialogue et conduisent à la paix.

Les dirigeants du monde devraient donc engager un dialogue visant à abandonner progressivement la logique militaire afin de créer davantage de communautés économiques inclusives semblables à l'Union européenne, en alternative aux alliances militaires exclusives. La logique commerciale peut agir comme un vecteur de relations pacifiques en ouvrant des espaces de dialogue et de coopération autour de la transition climatique.

Les pays riches comme les pays pauvres consacrent aujourd'hui d'importantes ressources au financement des dépenses militaires ou des alliances de défense, lesquelles ne font qu'accroître les niveaux de conflit. Ces ressources pourraient au contraire être orientées vers des objectifs civils centrés sur la transition climatique dans chaque pays, ainsi que vers une aide civile permettant de faire des relations commerciales mondiales des instruments de transition climatique, de promotion de la paix et de démocratisation des pays du monde.

Il existe déjà plusieurs plateformes mondiales sur lesquelles il serait possible de s'appuyer afin de créer des alliances climatiques. La disparition des espèces et des habitats constitue, tout comme le changement climatique, une menace croissante pour l'humanité. En décembre 2022, les pays du monde ont adopté un nouveau cadre mondial pour la biodiversité — le cadre Kunming-Montréal — visant à stopper et inverser la perte de biodiversité d'ici 2030 et à permettre à la nature de se rétablir d'ici 2050.

Dans le cadre de cet accord, les États se sont notamment engagés à augmenter de manière significative les surfaces d'écosystèmes naturels, à stopper la disparition des espèces menacées, à utiliser et gérer la biodiversité de manière durable, ainsi qu'à mobiliser les ressources économiques nécessaires pour atteindre ces objectifs. Afin d'atteindre ces buts, le cadre comprend 23 objectifs d'action devant être réalisés au plus tard en 2030.

## Références pour approfondir la lecture

Outre les références citées tout au long du rapport, les publications suivantes peuvent être consultées :

- Société suédoise pour la protection de la nature, WWF (2024). *Une politique globale pour la nature – Proposition de cadre de politique environnementale*. <https://media.wwf.se/uploads/2024/11/naturpolitiskt-ramverk-broschyr.pdf>.
- Programme des Nations unies pour l'environnement (UNEP) (2025). *Adaptation Gap Report 2025 : Running on Empty – Le monde se prépare à la résilience climatique sans disposer des financements nécessaires*. <https://www.preventionweb.net/media/112186/download?startDownload=20260212>.
- *Global Tipping Points Report 2025*. <https://global-tipping-points.org/>.
- Bel Habib, H. (2025). *L'économie chinoise est un acteur mondial de la transformation climatique qui sauve la planète*. <https://www.chinadaily.com.cn/a/202512/04/WS69315ef5a310d6866eb2ced9.html>.
- Bel Habib, H. (2026). *La Suède peut devenir un accélérateur de la transition climatique dans toute l'UE*. <https://newsvoice.se/2026/01/accelerator-for-klimatomstallning/>